

AUGMENTATION DU SNMG ET DE L'ALLOCATION CHÔMAGE

Le satisfecit des syndicats

Lire l'article de M.Aziza page 3

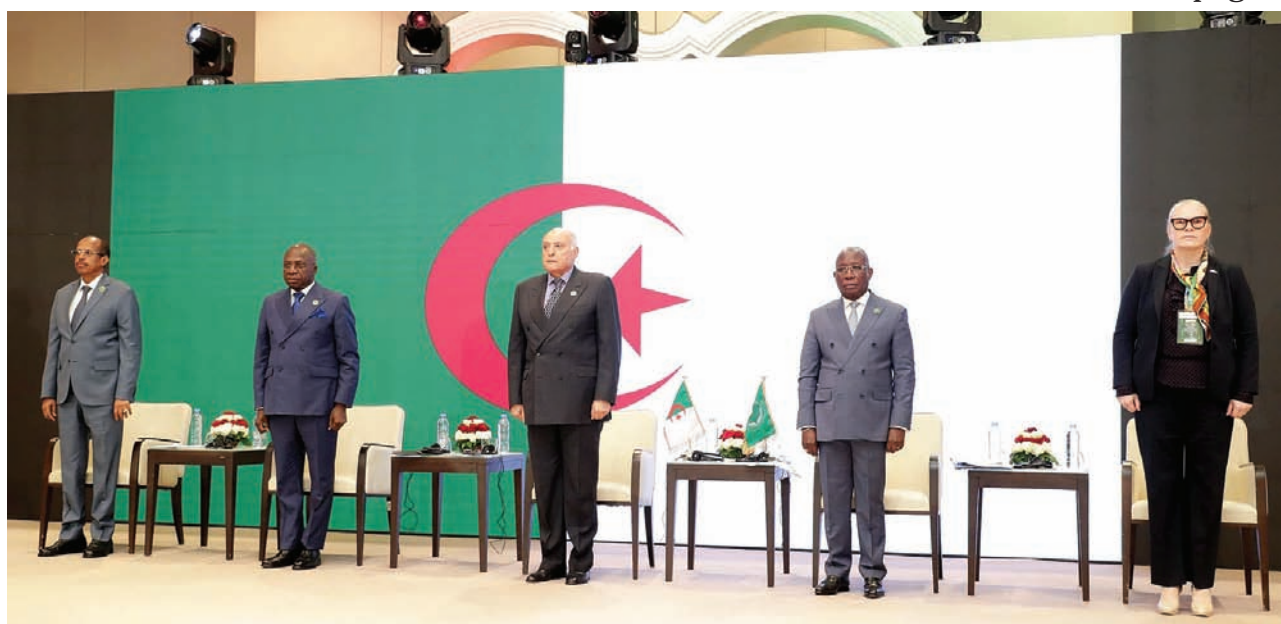
Contrôler le marché des dérivés du pétrole

Lire l'article de R.N. page 3

PAIX ET SÉCURITÉ EN AFRIQUE

Attaf alerte sur le «danger de la phase internationale actuelle»

Lire l'article de El-Houari Dilmi page 2



ANALYSE

NÉOCOLONIALISME,
MÉTACOLONIALISME ET
GUERRE PAR PROCURATION

La dernière bataille de la souveraineté africaine

Par Oukaci Lounis page 6&7



TÉLÉPHONIE MOBILE

Un service pour consulter le nombre de cartes SIM enregistrées au nom de l'abonné

P.4

Paix et sécurité en Afrique Attaf alerte sur le «danger de la phase internationale actuelle»

Les travaux de la 12^e session du Séminaire de haut niveau sur la paix et la sécurité en Afrique - Processus d'Oran ont débuté hier lundi au Centre international des conférences (CIC) «Abdelatif Rahal» à Alger.

El-Houari Dilmi

L'édition 2025 se distingue par une double participation de l'Algérie à ce rendez-vous en tant que membre africain du Conseil de sécurité des Nations unies (A3) d'une part, et d'autre part, membre du CPS de l'UA, outre sa qualité de pays hôte et initiateur du Séminaire d'Oran.

Le Séminaire de haut niveau vise à faire le point sur les acquis enregistrés jusque-là par les A3+ dans l'exécution du mandat qui leur a été confié par l'UA, identifier les défis à relever de toute urgence et examiner les voies et moyens les plus efficaces à l'effet de renforcer davantage le rôle des A3+. Il formulera des recommandations pratiques pour renforcer la cohérence, la coopération et la coordination entre le CPS et les A3+ dans l'exécution de leurs mandats respectifs.

«DES SOLUTIONS AFRICAINES POUR GUÉRIR LES MAUX AFRICAINS»

En reconnaissance aux efforts de l'Algérie pour le renforcement des liens entre les A3 et le CPS, la 8^{ème} session de ce Séminaire, tenue à Oran du 02 au 04 décembre 2021, a été marquée par l'adoption de la décision portant institutionnalisation du Séminaire en tant que «Processus d'Oran», avec la désignation de la ville d'Oran en tant que lieu permanent du séminaire.

Dans son intervention à l'ouverture des travaux de la 12^e session du Séminaire, le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, Ahmed Attaf, a appelé à faire du «Processus d'Oran» une occasion pour renouveler l'engagement à redoubler d'efforts afin de formuler des solutions africaines pour guérir les maux africains. Le ministre d'Etat a, également, appelé à ce que cette conférence soit l'opportunité de «renouveler l'engagement à poursuivre la mobilisation pour mettre fin à la marginalisation de l'Afrique dans les différents cercles et centres de décision internationaux».

Attaf a aussi averti «du danger de la phase internationale actuelle», en insistant sur la nécessité de «renforcer la présence diplomatique du continent noir et de s'appuyer sur des solutions africaines pures pour résoudre ses crises». Le MAE a décrit la situation internationale actuelle comme étant «extrêmement

tendue, marquée par des polarités, des divisions et des conflits », où les tentatives de saper les plus précieux acquis de l'humanité à travers l'histoire, notamment le droit international en tant qu'arbitre entre les nations, le multilatéralisme comme méthode de coopération, et l'Organisation des Nations Unies en tant qu'espace de rencontre et de résolution des différends, se multiplient», a-t-il souligné.

Le ministre d'Etat a indiqué que ces conditions imposent de lourds défis au continent africain, qui fait aujourd'hui face à des défis supplémentaires dus à «l'effritement et à la disparition de l'intérêt international pour les questions de paix et de sécurité en Afrique», des dossiers qui, selon lui, ont «clairement reculé dans l'échelle des priorités de la communauté internationale».

Attaf a expliqué que faire face aux défis communs est une «responsabilité collective» qui incombe aux Etats membres et aux groupes régionaux en étroite coordination avec l'Union africaine, appelant à faire de l'édition de cette année du parcours d'Oran une étape pour renouveler l'engagement envers le travail commun et unifier la voix africaine au sein du Conseil de sécurité des Nations Unies et dans divers espaces de travail multilatéraux. Ahmed Attaf a affirmé que le continent doit aujourd'hui redoubler d'efforts pour mettre fin à sa marginalisation dans les lieux de prise de décision internationale et retrouver sa place en tant qu'acteur influent dans la formulation de l'avenir du système mondial.

Créé en 2013, à l'initiative de l'Algérie, le Séminaire de haut niveau sur la paix et la sécurité en Afrique - Processus d'Oran s'impose aujourd'hui comme une plateforme incontournable de discussions et de réflexion sur les questions de paix et de sécurité sur le continent, dans une quête inlassable en faveur de la promotion de l'action africaine commune. Depuis sa session inaugurale, tenue en décembre 2013, ce rendez-vous annuel constitue un espace intra-africain dédié au renforcement de la coordination et de la coopération entre les membres africains au sein du Conseil de sécurité des Nations Unies (A3) et les membres du CPS de l'UA, pour faire entendre la voix de l'Afrique au sein du Conseil de sécurité, et défendre efficacement les positions communes africaines sur les questions de paix et de sécurité.

Tebboune reçoit le président de la Commission de l'UA



Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, lundi, le président de la Commission de l'Union africaine (UA), M. Mahmoud Ali Yousof, et la délégation qui l'accompagne.

L'audience s'est déroulée en présence du directeur de Cabinet à la Présidence de la République, M. Boualem Boualem, du ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, Ahmed Attaf, du conseiller auprès du président de la République, chargé des affaires diplomatiques, M. Amar Abba, et de l'ambassadeur d'Algérie à Addis Abeba, représentant permanent auprès de l'Union africaine, M. Mohamed Khaled.

ANALYSE

Mustapha Aggoun

Pourquoi refuser de regarder en face, ces vérités qui dérangent et fissurent

La haine recyclée

l'image rassurante que l'on se raconte pour se donner bonne conscience.

L'histoire algéro-française appartient à ces zones brûlantes, non parce que le temps manque pour apaiser les blessures, mais parce qu'un esprit, celui du colonialisme n'a jamais vraiment disparu et continue d'attiser les braises avec arrogance, mensonge et hiérarchie raciale. Aujourd'hui, l'extrême droite française ne crée rien : elle réactive, elle ravive, elle recycle les mêmes discours qui justifiaient hier les massacres, les spoliations et la prétendue mission civilisatrice. Dans ses mots, on entend encore l'écho des administrateurs coloniaux, dans ses regards la même suspicion envers l'Algérien, dans ses silences le même refus de reconnaître l'égalité réelle. Ce qui frappe, c'est cette amnésie volontaire, presque confortable. Certains Français se dressent avec raison contre l'horreur nazie et évoquent avec fierté la Résistance, les martyrs tombés pour la liberté, mais ces mêmes voix se font soudain sourdes lorsqu'on mentionne la résistance algérienne. Ils savent réciter les noms des villages martyrs français, mais hésitent à entendre ceux de Sétif, Guelma ou Kherrata, où 45.000 civils algériens femmes et enfants compris furent massacrés le jour même où la France fêtait la victoire contre le nazisme.

Ils dénoncent la Gestapo avec dégoût mais hésitent à ouvrir les mémoires glacées des officiers français décrivant les tortures infligées en Algérie. Ils critiquent sans relâche le gouvernement de Vichy, les collaborateurs, les compromissions, mais ignorent que leur propre administration coloniale avait ses suppléants, ses caïds, ses informateurs, ses harkis. Le deux poids, deux mesures n'est pas un accident : il est une structure, un pilier de l'esprit colonial, un mécanisme qui permet de juger l'Autre sans jamais se juger soi-même, de prêcher l'humanisme tout en refusant la justice, de clamer la civilisation tout en pratiquant la barbarie.

L'extrême droite française, aujourd'hui, exhume toute la profondeur immonde de cet héritage : la hiérarchie entre les peuples, la nostalgie d'un ordre où l'Algérien devait rester à sa place, le fantasme d'une France «pure», «menacée», «assiégée». Elle fabrique des ennemis imaginaires pour éviter d'affronter les réalités sociales et transforme les Algériens, même nés en France depuis trois générations, en suspects permanents, en intrus éternels. Son discours ne se limite pas à la bassesse morale : il fracture la société, nourrit la suspicion généralisée, remet en question la citoyenneté de millions de personnes.

L'extrême droite ne fédère pas, elle fragmente ; elle n'élève pas, elle abaisse. Et à mesure qu'elle

le progresse, les relations entre l'Algérie et la France deviennent un terrain de plus en plus miné. Sa violence verbale, son ignorance revendiquée, ses provocations sur la mémoire de la colonisation et de la guerre compromettent la coopération économique, les échanges universitaires, les projets énergétiques et diplomatiques, la possibilité même d'un dialogue apaisé.

Comment bâtir une relation saine lorsque l'une des parties nie ses crimes, minimise les souffrances qu'elle a infligées et laisse prospérer un courant politique qui rêve de réhabiliter la logique coloniale ? Dans la vie quotidienne, ce climat pèse lourdement sur la communauté algérienne en France. La montée de l'extrême droite se traduit par des contrôles au faciès plus fréquents, des discriminations à l'embauche, des insultes banalisées, une suspicion permanente alimentée par des médias sensationnalistes, une violence verbale parfois physique qui touche des familles entières. Beaucoup vivent avec cette sensation d'être en trop : trop visibles, trop musulmans, trop bruns, trop algériens... et en même temps jamais assez français pour ceux qui s'arrogent le droit de définir l'appartenance nationale.

Cette pression constante fatigue, blesse, épuise. Elle fragilise des millions d'existences qui ne demandent qu'une chose : vivre dignement, élever leurs enfants, contribuer à la société qui est aussi la leur. Pourtant, malgré ce tableau sombre, l'histoire n'est jamais figée. Elle peut être réécrite, redéfinie, arrachée des mains de ceux qui veulent la figer dans la peur ou la haine. L'avenir franco-algérien peut se bâtir sur la vérité, la reconnaissance sincère des souffrances, la dignité accordée aux mémoires, la fin des mensonges. La France ne peut prétendre être la patrie des droits de l'homme tout en fermant les yeux sur ses crimes et en laissant revenir en force une vision du monde qui s'inspire des idéologies qu'elle prétend avoir vaincues en 1945.

La grandeur d'un pays ne réside pas dans sa capacité à effacer son passé mais dans celle de le regarder en face et de choisir un chemin plus juste. Ce qui menace aujourd'hui les relations entre l'Algérie et la France, ainsi que la vie des Algériens en France, ce n'est ni un choc culturel, ni une opposition religieuse, ni une divergence civilisationnelle : c'est la persistance d'un regard colonial, d'un mépris hérité, d'un mensonge que certains refusent encore de lâcher. L'extrême droite tente d'en faire un programme politique. Il appartient aux consciences libres, aux voix honnêtes, aux citoyens lucides de dire non. Car la dignité humaine n'est pas négociable. Et tout projet qui prétend la hiérarchiser, l'abaisser ou la conditionner à la couleur ou à l'origine ne mérite qu'une seule réponse : le refus, ferme, définitif, inébranlable.

Le Quotidien
D'ORAN

Edition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA

Président
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU

Direction - Administration
Rédaction
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.23.25.22
23.25.23 / 23.25.24
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15

Fax Pub: 041.23.25.21
Fax et Rédaction: 041.23.25.20

Imp.: Oran : imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine : S.I.E.

INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail : infos@lequotidien-oran.com

publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr

Diffusion : Ouest et Centre : SDPO - Est: SO.DI. PRESSE

«Pour votre Publicité s'adresser à : l'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité» - Agence ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger - **Téléphone :** 020.05.20.91 / 020.05.10.42 - **Fax :** 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77
E-mail : agence.regie@anep.com.dz / programmation.regie@anep.com.dz / agence.oran@anep.com.dz / agence.annaba@anep.com.dz / agence.ouargla@anep.com.dz / agence.constantine@anep.com.dz

Augmentation du SNMG et de l'allocation chômage Le satisfecit des syndicats

Le Conseil des ministres a pris une décision majeure lors de sa réunion présidée, dimanche, par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, relative à une revalorisation historique du Salaire national minimum garanti (SNMG), qui passera de 20.000 DA à 24.000 DA dès janvier 2026.

M.Aziza

Il s'agit de la hausse la plus importante enregistrée depuis le début des révisions du salaire minimum, bien au-delà de la dernière augmentation de 2.000 DA décidée en 2020.

Le Conseil a également approuvé l'augmentation de l'allocation chômage, portée de 15.000 DA à 18.000 DA, renforçant ainsi le soutien accordé aux demandeurs d'emploi. Le président de la République a instruit le ministre du Travail de revoir, dans ce sens, les conditions de renouvellement du dossier de l'allocation chômage tous les six mois, rappelant que le Conseil des ministres a fixé son versement à une durée minimale d'un an, renouvelable. Il a également insisté sur la nécessité pour l'Agence nationale de l'emploi (ANEM) de remplir pleinement son rôle, afin qu'elle garantisse la transparence et la fluidité dans l'orientation des demandeurs d'emploi, la classification des personnes intégrées dans le marché du travail et leur distinction des chômeurs dans un fichier national actualisé.

Enfin, le président a demandé au ministre du Travail de présenter des propositions d'augmentation des pensions et allocations de retraite, qui seront étudiées par le ministre des Finances puis par le Gouvernement, avant d'être soumises à la prochaine réunion du Conseil des ministres.

Le secrétaire général de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), M. Amar Takdjout, a réagi dès que le président de la République avait ordonné la revalorisation du SNMG et de l'allocation chômage, lors de la réunion du Conseil des ministres tenue le 17 novembre dernier. Dans une déclaration faite à l'APS, le SG de la centrale syndicale a affirmé que les orientations du président de la République « contribuent à consolider la stabilité sociale, à travers l'amélioration du pouvoir d'achat du citoyen, que l'Etat place au premier rang de ses priorités ».

Rappelant que les instructions du président de la République constituent « la concrétisation de ses engagements concernant la poursuite de la revalorisation du SNMG et de l'allocation chômage d'ici la fin de l'année ou début 2026 ». En soulignant que cette décision vient renforcer les acquis sociaux importants réalisés jusqu'à présent et traduit « la confiance instaurée entre le président de la République, les citoyens en général et les travailleurs en particulier ». Il avait également déclaré que l'UGTA avait déjà appelé à la valorisation du SNMG et le président a répondu favo-

ablement. Des syndicats autonomes ont, de leur côté, salué une augmentation du SNMG « tant attendue par les travailleurs », tout en soulignant qu'elle doit impérativement s'accompagner de mécanismes de maîtrise de l'inflation et de régulation du marché, afin de préserver réellement le pouvoir d'achat des citoyens.

Contacté par nos soins, Mohamed Amine Bendali, président du Syndicat national des auxiliaires médicaux en anesthésie et réanimation de santé publique (SNAMARSP), a estimé que cette revalorisation « reste bénéfique et réclamée depuis longtemps », mais demeure insuffisante au regard de l'érosion continue du pouvoir d'achat.

Même constat pour Boualem Amoura, président du Syndicat autonome des travailleurs de l'éducation et de la formation (SATEF), qui juge également l'augmentation insuffisante. Il rappelle que « tous les travailleurs salariés percevant un salaire brut égal ou supérieur au SNMG sont soumis aux cotisations de sécurité sociale », et appelle, à ce titre, à la révision de cette disposition, particulièrement pour les salaires bas et moyens.

Il ajoute que si cette hausse était très attendue par les travailleurs dont le revenu ne dépasse pas 20.000 DA, notamment les corps communs, elle ne se traduira pas par une augmentation nette, dans la mesure où le SNMG est soumis aux prélèvements sociaux. D'où, selon lui, la nécessité de revoir ces modalités. Il appelle également à la révision et à la mise à jour du décret exécutif 08-142 fixant les règles d'attribution du logement social, rappelant que le seuil de revenu éligible est actuellement fixé entre 20.000 et 24.000 DA. Avec un SNMG porté à 24.000 DA, certains travailleurs à bas salaire risquent ainsi de perdre leur droit d'accès au logement social. Il convient de rappeler que le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed Tarek Belaribi, avait annoncé, en réponse à des questions parlementaires, que son département avait finalisé la révision et la mise à jour de ce décret.

Le secrétaire général du SATEF a, enfin, insisté sur la nécessité de mettre en place, parallèlement aux augmentations salariales ou à la revalorisation de l'allocation chômage, des mécanismes efficaces de régulation du marché et de maîtrise de l'inflation, condition essentielle pour préserver durablement le pouvoir d'achat des citoyens. En rappelant que les syndicats autonomes ont appelé depuis des années à une augmentation du SNMG à 40.000 DA.



**Raïna
Raïkoum**
El-Houari Dilmi

Classée «organisation terroriste» en 2021 par les autorités algériennes, le «Mouvement

pour l'autodétermination de la Kabylie» (MAK), a franchi la ligne rouge et même plus.

Multipliant les attaques ciblées contre l'Algérie, cette camarilla de traîtres et de renégats qui s'assument, veut signer les «Accords d'Abraham» avec l'entité sioniste, mettant ainsi à nu sa véritable nature et les missions dangereusement subversives qui lui sont assignées. Directement impliqué dans «l'affaire» du journaliste français Christophe Gleizes, condamné à 7 ans de prison pour «apologie du terrorisme», le «MAK» veut utiliser cet autre «cheval de Troie» pour réactiver la rampe de lancement des lobbies traditionnellement hostiles à l'Algérie.

Pourtant ce «journaliste» a été épinglé pour s'être entretenu à plusieurs reprises avec un dirigeant de l'organisation terroriste. Voilà ce que lui reproche la justice algérienne qui l'a condamné pour «apologie du terrorisme» et

**Rabah Asma, le «MAK»
et les félons**

«possession de publications dans un but de propagande nuisant à l'intérêt national».

Autre «casus belli» entre Alger et Paris, la demande d'extradition réclamée par les autorités algériennes d'un activiste du «MAK» en mai 2025, a été rejetée par la cour d'appel de Paris. Ce refus de la France est venu dans un climat déjà alourdi par des désaccords persistants entre les deux pays sur de nombreuses questions sensibles. Mais la «belle claque» est venue du chanteur kabyle Rabah Asma, qui a remis à leur place les agitateurs du «MAK» en France. Le chanteur kabyle a interrompu un gala à Lille, après qu'une spectatrice a brandi le drapeau du mouvement séparatiste.

Lançant en guise de réponse : One, two, three, Viva l'Algérie. Un geste fort de la part d'un algérien pur-sang, très largement salué sur les réseaux sociaux comme une consécration dans les faits de l'unité de l'Algérie et de son peuple.

Contrôler le marché des dérivés du pétrole

R.N.

En plus de l'augmentation des montants du SNMG et de l'allocation chômage, le conseil des ministres a eu à écouter des exposés sur d'autres points inscrits à l'ordre du jour.

Concernant un exposé sur les mesures prises pour couvrir la demande nationale en produits pétroliers à court et moyen terme et après avoir salué le lancement par l'Algérie, pour la première fois depuis l'indépendance, de l'exportation d'essence raffinée en Algérie, après des décennies d'importation, le président de la République a ordonné de tenir des assises nationales de l'énergie et des hydrocarbures, en vue d'actualiser les données et de définir les priorités en matière de production et d'exportation.

Le chef de l'Etat a, en outre, chargé le Premier ministre d'engager des discussions avec la partie mauritanienne pour le lancement de stations-service Naftal sur le territoire mauritanien.

Sifi Ghrieb a aussi été instruit d'élaborer un plan de politique

nationale visant à organiser et contrôler la consommation des produits dérivés du pétrole, en vue d'augmenter la capacité du stock stratégique de produits énergétiques.

Le président Tebboune a aussi ordonné de préparer le lancement de cartes prépayées pour l'approvisionnement en carburant, notamment dans les zones frontalières. Comme il a insisté sur la nécessité de redoubler d'efforts pour parachever le projet de la raffinerie de Hassi Messaoud, en vue de couvrir la demande nationale en dérivés pétroliers destinés à la consommation et d'accroître les capacités d'exportation. Et de renforcer la mission de la société Naftal quant à l'exclusivité de l'importation et de la production des matières premières et dérivés des huiles, à l'exclusion des autres sociétés et importateurs, qui seront les premiers clients de Naftal pour la commercialisation de ses produits en Algérie.

Abdelmadjid Tebboune a aussi souligné la nécessité pour l'Algérie de progresser davantage et en toutes circonstances dans la

fabrication de pneumatiques, enjoignant au ministre de l'Industrie d'élaborer, dans les plus brefs délais, une étude de marché concernant ce produit.

Dans l'attente de progresser vers cet objectif, le Conseil des ministres a approuvé l'importation de 500.000 unités de pneus destinés aux camions, autobus et véhicules de tourisme.

Pour ce qui est de l'avancement des préparatifs et les perspectives de la Conférence africaine des start-up, le président a souligné l'importance de ce rendez-vous économique africain, qui se veut un trait d'union entre les pays africains et le reste du monde.

Et a donné des instructions pour l'orientation vers l'économie des start-up, dans le cadre d'un partenariat intra-africain, est le modèle le plus efficace pour bâtir une économie forte et diversifiée, reposant sur le savoir et portée par l'Algérie. Ainsi que le renforcement des liens entre les jeunes africains au profit des pays du continent, loin de toute forme d'exploitation».

Selon un rapport du Comité contre la torture de l'ONU Des détenus palestiniens «traités comme des animaux»

Mohamed Mehdi

Lundi, 53^e jour du cessez-le-feu, Israël continue de violer unilatéralement l'accord de Charm Al-Cheikh, en commettant plus de 590 attaques meurtrières contre les civils de Ghaza durant cette période, en plus de ne pas respecter le volet des aides humanitaires préconisé par le « plan de paix », dans ce qui semble être une démarche menée en total accord avec l'administration Trump.

Dans son rapport statistique, publié hier, le ministère de la Santé de Ghaza annonce un bilan de 9 martyrs dont les corps ont été retirés des décombres, ainsi qu'un blessé, durant les précédentes 24h (dimanche).

Le nombre de victimes des attaques israéliennes, depuis l'accord de cessez-le-feu du 11 octobre 2025, passe à 356 martyrs et 909 blessés, ainsi que 616 corps exhumés des décombres des bâtiments bombardés depuis le début du génocide.

Ce nouveau bilan porte le nombre de total de victimes à 70.112 martyrs et 170.986 blessés.

Le ministère ajoute que de nombreuses victimes sont encore ensevelies sous les décombres des maisons et bâtiments bombardés, mais également aux abords des routes toujours inaccessibles aux équipes de secours dans les zones occupées par l'armée sioniste.

Concernant les corps des 15 martyrs remis récemment par l'entité sioniste après la découverte des restes d'un détenu israélien, la décision a été prise par le ministère de la Santé de Ghaza de les inhumer car « leur identification étant impossible ».

De son côté, la Croix-Rouge internationale (CICR) a déclaré, dans une publication sur X, qu'à « Ghaza, des milliers de personnes ignorent le sort et le lieu où se trouvent leurs proches ».

« En vertu du droit international humanitaire, les morts doivent

être traités avec respect et leur dignité protégée », ajoute le CICR, rappelant qu'il « apporte son soutien aux autorités médico-légales et sanitaires pour gérer, documenter et retrouver les corps des défunts afin que les familles puissent faire leur deuil ».

A noter également que les Brigades Al-Qassam et la Croix-Rouge ont entamé, lundi, des recherches pour retrouver le corps d'un prisonnier israélien à Jabaliya, dans le nord de l'enclave, a rapporté un correspondant d'Al Jazeera. La précédente opération de recherche a eu lieu la veille à Beit Lahia.

6.000 CAMIONS DE L'UNRWA BLOQUÉS

L'entité sioniste continue de bloquer l'entrée des aides humanitaires essentielles à Ghaza.

Hier, le conseiller médias de l'UNRWA a déclaré à Al Jazeera qu'Israël empêche 6.000 de ses camions d'entrer dans la bande de Ghaza.

Parmi les produits livrés au compte-goutte, le carburant pour les véhicules et les générateurs électriques, dont la pénurie compromet gravement la capacité des municipalités de la bande de Ghaza de lever les gravats et dégager les routes, et entrave les efforts de la Protection civile pour répondre aux appels de détresse et rechercher les corps des martyrs sous les décombres. Outre dégager les routes des débris des bâtiments bombardés, les services des municipalités de Ghaza doivent également pomper les eaux usées et pluviales, évacuer des dizaines de tonnes de déchets et acheminer l'eau aux habitants, notamment dans les camps de déplacés.

ISRAËL APPLIQUE «UNE POLITIQUE D'ÉTAT DE FACTO DE TORTURE ORGANISÉE ET GÉNÉRALISÉE»

Israël applique « une politique d'État de facto de torture organi-

sée et généralisée », indique un récent rapport du Comité contre la torture de l'ONU qui s'inquiète également de l'impunité des forces de sécurité israéliennes pour les crimes de guerre commis durant les deux dernières années depuis le 7 octobre 2023 que couvre l'enquête.

Le document exprime la « profonde préoccupation » du Comité face aux « allégations de passages à tabac répétés et graves, d'attaques de chiens, d'électrocution, de simulation de noyade, d'utilisation de positions de stress prolongées et de violences sexuelles » des détenus palestiniens, rapporte le quotidien britannique The Guardian dans son édition de samedi dernier. Publié vendredi, le rapport du Comité contre la torture, composé de dix experts indépendants de l'ONU fait état de traitements dégradants des détenus palestiniens, « traités comme des animaux ou victimes d'urination », à qui les autorités israéliennes leur ont « refusé des soins médicaux et ont fait l'objet d'un usage excessif de moyens de contention, « entraînant dans certains cas des amputations », ajoute The Guardian.

Le Comité s'est également inquiété du « recours systématique à la loi israélienne sur les combattants illégaux pour justifier la détention prolongée, sans procès, de milliers de Palestiniens, hommes, femmes et enfants ».

Outre la « forte proportion d'enfants actuellement détenus sans inculpation ou en détention provisoire », le rapport ajoute que les enfants classés comme prisonniers de sécurité « subissent de graves restrictions de contact avec leur famille, peuvent être détenus à l'isolement et n'ont pas accès à l'éducation, en violation des normes internationales ».

Le rapport confirme « la mort en détention de 75 Palestiniens » durant la guerre contre Ghaza et note qu'« à ce jour, aucun responsable de l'État n'a été tenu pour responsable de ces décès ».

troniques à distance et à la poursuite des projets destinés à améliorer et à moderniser le service public judiciaire".

Pour sa part, le premier président de la Cour suprême, Tahar Mamouni, a salué "les avancées majeures réalisées par le secteur de la Justice en vue de passer du système judiciaire traditionnel basé sur le papier, vers le système électronique", transition qui s'est traduite à travers les différents services numériques disponibles, les applications du ministère de la Justice et la numérisation des dossiers judiciaires, un domaine dans lequel la Cour suprême "a réalisé des progrès significatifs".

Organisée par le Conseil supérieur de la magistrature (CSM) en partenariat avec le ministère de la Justice, cette rencontre a constitué un espace d'échange scientifique et d'expériences entre magistrats et chercheurs pour analyser l'état de la transformation numérique dans le secteur judiciaire et envisager les perspectives de son développement au service de l'efficacité et de la protection des droits et libertés garantis par la Constitution.

Téléphonie mobile Un service pour consulter le nombre de cartes SIM enregistrées au nom de l'abonné

L'Autorité de régulation de la poste et des communications électroniques (ARPCE) a annoncé le lancement officiel, à partir de lundi, du nouveau service « Arkami DZ » qui permet à tout abonné de la téléphonie mobile de consulter le nombre de cartes SIM enregistrées en son nom auprès de son opérateur, indique un communiqué de l'ARPCE. « Sous le slogan +La protection de votre identité numérique commence par la connaissance de tout ce qui est enregistré en votre nom+, et dans le cadre de ses missions visant à garantir la protection des abonnées, l'ARPCE annonce le lancement officiel de ce nouveau service (à partir de lundi), accessible à travers le code unique *254#, mis en place par l'Autorité de régulation, en collaboration avec les opérateurs de téléphonie mobile, ce qui permet à chaque abonné d'obtenir le nombre exhaustif des cartes SIM enregistrées en son nom auprès de son opérateur », précise la même source.

« Cette mesure proactive revêt un caractère fondamental dans le cadre de la protection des abonnés contre toute utilisation illégale de leurs données personnelles et identitaires à travers les cartes SIM, eu égard aux répercussions significati-

ves que de tels actes peuvent engendrer sur la sécurité et l'ordre public », ajoute le communiqué.

L'ARPCE explique que l'abonné doit composer le code *254# depuis sa ligne, puis saisir sa date de naissance en guise de procédure de vérification de son identité et recevra, par la suite, un message texte (SMS) l'informant du nombre total de cartes SIM enregistrées en son nom. Selon la même source, « le tarif relatif à ce service est fixé à cinq (5) dinars algériens par demande réussie, le montant étant directement débité du crédit de l'abonné », invitant par ailleurs, l'abonné à « s'adresser aux Agences commerciales de son opérateur pour toutes informations complémentaires ». Afin de s'assurer de l'absence de toute carte SIM enregistrée en son nom auprès des autres opérateurs, l'Autorité de régulation invite également l'abonné à se présenter aux Agences commerciales de son opérateur, muni de sa pièce d'identité nationale en cours de validité, insistant sur « l'importance cruciale de recourir à ce service indispensable pour s'assurer du nombre réel des cartes SIM ». En outre, l'ARPCE réaffirme que « la sécurité numérique constitue une responsabilité collective impérative, ne pouvant être différée ».

Tizi-Ouzou L'ENEL Azazga acquise par le groupe Sonelgaz

Le ministre de l'Energie et des Energies renouvelables, Mourad Adjal a annoncé lundi à Tizi-Ouzou, l'acquisition par le groupe Sonelgaz, de l'entreprise Electro-industries (ENEL) d'Azazga, spécialisée dans la fabrication et la commercialisation des transformateurs de distribution et des moteurs électriques. La décision a été prise par les pouvoirs publics, il y a 3 mois, sur proposition du groupe Sonelgaz qui deviendra propriétaire de l'ENEL à 100%, à partir du premier trimestre de l'année prochaine, 2026, a indiqué M. Adjal lors d'une visite de travail à Tizi-Ouzou.

Cette décision "vient à point nommé conforter la vision stratégique des pouvoirs publics en matière d'énergie, qui ambitionne de conquérir des marchés à l'international, notamment, sur le continent africain", a-t-il relevé, citant les marchés déjà conclus avec la Mauritanie, le Nigéria et ceux, en cours de discussion, avec le Sénégal.

M. Adjal qui a salué les performances réalisées par l'ENEL lors de ces deux dernières années, a indiqué que ces performances "ont permis de réduire de plus de 60%" la facture d'importation en matière d'équipements électriques. Dans le même sillage, il a indiqué que 90% des besoins en matière d'équipements électriques du marché national sont produits au ni-

veau local. Le ministre s'est, en outre, enquis lors de sa visite, de l'avancement du projet de partenariat entre le groupe Sonelgaz, Electro Industries et l'entreprise indienne Vijay Electric Limited pour la fabrication de transformateurs électriques à haute tension. Le projet, d'un montant de 4,7 milliards DA, a été lancé en 2018 et devant permettre la création de 358 emplois permanents, mais qui a connu des retards dans la réalisation, à cause, notamment, de la pandémie sanitaire de la Covid-19 et du non-respect de leurs engagements par les entreprises réalisatrices. Le ministre a, à l'occasion, instruit les responsables du projet pour sa livraison à l'horizon du premier trimestre 2027 et l'ouverture du recrutement à partir du deuxième semestre de l'année prochaine, 2026. Lors d'une rencontre avec les autorités locales, tenue dans le cadre du programme de la visite, le ministre a pris plusieurs engagements et annoncé une série de mesures visant à améliorer le cadre de vie des populations locales. Il s'agit, notamment, de l'octroi d'une enveloppe financière supplémentaire conséquente dédiée à l'électrification rurale, afin de soulager une partie importante des 35.000 foyers encore non raccordés au réseau électrique et des 11.000 au gaz, au niveau de la wilaya.

M'sila Trois morts et 3 blessés dans une collision

Trois personnes sont mortes et trois autres ont été blessées dimanche soir dans un accident de la circulation survenu dans le territoire de la commune de Khebana, près de Bou-Saada (wilaya de M'sila), a annoncé la protection civile. L'accident, qui a eu lieu sur le chemin de wilaya N9, a impliqué un camion et une voiture qui se sont télescopés, faisant trois morts sur place et dont l'âge varie de 32 ans

à 45 ans, et trois blessés à différents degrés de gravité âgés de 37 ans à 39 ans, selon la même source. Les corps des victimes ont été transportés à la morgue de l'hôpital Rezig Bachir de Bou-Saada, tandis que les blessés ont été évacués également par la protection civile vers la même structure hospitalière. Les services de sécurité territorialement compétents ont de leur côté ouvert une enquête sur cet accident.

Le ministre de la Justice «Des acquis tangibles dans le processus de transition numérique»

Le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Lotfi Boudjemaa a affirmé lundi à Blida que le secteur a réalisé des acquis tangibles dans le processus de transition vers une transformation numérique vitale, jetant ainsi "les bases d'un point de départ décisif pour une justice solidement ancrée dans les valeurs d'intégrité, d'efficacité et de transparence". Supervisant l'ouverture d'une journée d'étude sur "La transformation numérique dans le secteur de la justice et son rôle dans la promotion du travail judiciaire", en présence du premier président de la Cour suprême, Tahar Mamouni, le ministre a rappelé que la numérisation constitue "une priorité majeure" pour son département, qui a engagé des mesures concrètes tant sur le plan de l'activité judiciaire que sur celui de la gestion administrative, financière et des services. Il a cité, à ce titre, la mise en place d'un réseau informatique interne et la création d'un centre principal de données, renforcé par un centre de secours, afin de garantir la continuité du fonctionnement des systèmes d'information et des services judiciaires en cas de nécessité.

M. Boudjemaa a aussi évoqué les larges opérations engagées pour généraliser la numérisation au sein des différentes structures, notamment la modernisation des services électroniques et l'adaptation continue des outils numériques aux évolutions technologiques. Le ministre a également mis en avant l'ensemble des acquis réalisés dans ce domaine, en application des engagements du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à consacrer la transformation numérique globale, à améliorer l'efficacité du service public et à garantir la qualité de la justice.

Il a cité parmi les principaux acquis réalisés, la généralisation de l'utilisation des terminaux de paiement électronique au niveau des juridictions, qui a atteint un taux de 95%, ainsi que la mise en place d'un système d'échange électronique d'informations entre la Haute autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption et les instances judiciaires.

Il a également insisté sur l'importance extrême accordée à l'élargissement des services élec-

Afrique du Sud : le test multipolaire face à l'unilatéralisme trumpien

Par : Salah Lakoues

En poursuivant Israël devant la Cour internationale de justice pour crimes de guerre à Gaza, l'Afrique du Sud s'est imposée en quelques mois comme le symbole d'un ordre mondial en mutation — un ordre où les puissances émergentes ne se contentent plus d'exister, mais contestent ouvertement les mécanismes du pouvoir global. Cette prise de position, saluée par une grande partie du Sud global, a irrité Washington et rendu Pretoria l'un des centres nerveux du débat mondial sur la justice internationale, le multilatéralisme et l'avenir du système G20.

C'est dans ce contexte que l'annonce spectaculaire de Donald Trump, le 26 novembre 2025, a fait l'effet d'un séisme diplomatique : l'exclusion unilatérale de l'Afrique du Sud du prochain sommet du G20 à Miami. Motif invoqué : un prétendu «génocide anti-blancs» contre les fermiers afrikaners — un narratif très actif dans les sphères conservatrices américaines, mais largement démenti par les rapports internationaux, Pretoria et les ONG spécialisées.

Pour Trump, cette décision n'était pas avant tout diplomatique : elle était électorale. Elle parlait directement à une base conservatrice convaincue que l'Occident blanc serait en danger, victime d'un « renversement civilisationnel ». Sur Truth Social, l'ancien président a résumé sa posture : «L'Afrique du Sud ne mérite pas de siéger avec nous.»

Ainsi s'affrontent deux visions du monde : Un multilatéralisme assumé, issu des BRICS+, où Pretoria joue un rôle moteur ; Un unilatéralisme populiste, fondé sur l'émotion, la polarisation et la disruption. Et pourtant — face à ce choc frontal, l'Europe, la Chine, l'Inde et le Brésil ont choisi une arme inattendue : le silence stratégique.

LE G20 DE JOHANNESBURG : UN SIGNAL POLITIQUE LOURD

Lors du sommet du G20 tenu à Johannesburg (22-23 novembre 2025), que les États-Unis avaient choisi de boycotter, la majorité des membres ont participé au plus haut niveau. La déclaration finale n'a pas contesté la légitimité de Pretoria — un message discret mais puissant.

Ce sommet a démontré deux choses : Que les États-Unis ne dictent plus automatiquement le rythme du multilatéralisme ; Que les grandes économies du Sud global prennent désormais l'espace laissé libre.

TRUMP ET LA STRATÉGIE DE L'IMPRÉVISIBILITÉ

Pour comprendre l'exclusion soudaine de Pretoria, il faut revenir à l'ADN politique du trumpisme : la « Madman Theory », cette diplomatie calculée de l'irrationalité attribuée historiquement à Nixon. Trump avait déjà recouru à cette approche avec : La Chine (guerre commerciale), L'Iran (sortie du JCPOA), Le Mexique (chantage migratoire), L'OTAN (pressions financières). L'objectif n'est pas l'ordre, mais le déséquilibre, pour forcer concessions et visibilité politique. Le choix de l'Afrique du Sud répond à une logique précise : Elle symbolise un Sud global émancipé. Elle défie Israël sur le terrain judiciaire international.

Elle incarne les BRICS+ — la seule organisation rivalisant structurellement avec Washington.

Elle ne peut pas répondre militairement

— seulement diplomatiquement.

Pour l'électorat conservateur américain — attaché au récit d'une civilisation occidentale assiégée par le multiculturalisme — l'attaque contre Pretoria est un message : Trump est revenu pour « protéger les Blancs abandonnés ».

La réaction du monde : ni colère, ni soumission — mais calcul. Aucun membre du G20 n'a immédiatement réagi — mais ce silence n'est pas un vide, c'est une stratégie.

Les soutiens implicites de Pretoria — Union européenne, Chine, Inde, Brésil — ont choisi trois lignes d'action :

NE PAS LÉGITIMER LE CHOC

Réagir immédiatement aurait offert à Trump exactement ce qu'il cherche : Une escalade émotionnelle lui permettant de se poser en victime du « système mondialiste ». Ce n'est pas une absence de soutien — c'est un refus de jouer sur son terrain.

ORGANISER LA RÉPONSE DANS DES FORUMS PARALLÈLES

Derrière ce silence, une coordination existe déjà via : Les canaux BRICS+, Les mécanismes UE-G20, Les groupes diplomatiques de suivi (G20 Sherpas Circle).

Les discussions portent sur deux issues possibles : Soit ignorer la décision et venir à Miami sans accepter l'exclusion ; Soit déplacer symboliquement le centre de gravité vers un G20 « élargi BRICS+ », contournant Washington.

Laisser Trump s'isoler lui-même. Le calcul est simple : L'imprévisibilité attire l'attention — mais elle perd sa force si personne ne la traite comme un choc. Plus Trump parle seul, plus son geste ressemble : A un geste domestique, A un caprice politique, Plutôt qu'à une position internationale structurée.

UNE BATAILLE POUR L'AVENIR DE L'ORDRE MONDIAL

Ce qui se joue n'est pas une place à une table. Ce qui se joue, c'est une légitimité.

L'AFRIQUE DU SUD REPRÉSENTE DÉSORMAIS :

La diplomatie fondée sur la justice internationale, Un multilatéralisme post-occidental, Un monde où la puissance n'autorise plus l'impunité. Trump, au contraire, cherche à restaurer : Le privilège décisionnel américain, La hiérarchie Westphalo-occidentale, Une vision civilisationnelle excluante. Un pays, un symbole, une fracture géopolitique. L'avenir dira si l'exclusion de Pretoria sera : Un incident diplomatique isolé, Ou le premier acte du démantèlement du G20 tel qu'on le connaît. Mais une chose est déjà certaine : L'Afrique du Sud ne sort pas affaiblie de cette confrontation — elle sort clarifiée. Elle est devenue : Le porte-voix juridico-politique du Sud global, Un centre de gravité multipolaire, Un test historique de l'équilibre entre droit et puissance. Et désormais, une question plane : En 2026, le monde suivra-t-il l'Amérique — ou l'ordre international ?

Alimentés par les tensions Revenus records pour les fabricants d'armes



Alimentés par les conflits en Ukraine et à Gaza, les ventes des 100 plus grands fabricants d'armes au monde ont atteint un nouveau record en 2024, malgré des problèmes de production qui entravent les livraisons, selon un rapport publié lundi.

Sur l'année, les ventes se sont élevées à 679 milliards de dollars (586 milliards d'euros), en hausse de 5,9% sur un an, rapporte l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (Sipri).

Au cours de la dernière décennie, entre 2015 et 2024, les revenus des 100 plus grands fournisseurs ont augmenté de 26%.

«L'année dernière, les revenus mondiaux des fournisseurs d'armes ont atteint le niveau le plus élevé jamais enregistré par le Sipri, les producteurs ayant capitalisé sur une forte demande», a déclaré Lorenzo Scarazzato, du programme Dépenses militaires et production d'armes de l'Institut, dans un communiqué.

Jade Guiberteau Ricard, du même programme, a expliqué à l'AFP que «c'est principalement dû à l'Europe», bien que «toutes les régions aient augmenté, sauf l'Asie et l'Océanie».

Selon elle, la hausse de la demande en Europe est liée à la guerre en Ukraine et «à la perception de la menace de la Russie par les États européens».

Cette évolution tient d'une part aux besoins de l'Ukraine elle-même et d'autre part à ceux des pays qui lui ont envoyé du matériel et doivent reconstituer leurs stocks.

Dans plusieurs pays européens, «nous avons vu de nombreux plans de modernisation en cours qui représenteront une nouvelle source de demande», a ajouté Mme Guiberteau Ricard.

PROBLÈMES D'APPROVISIONNEMENT

Trente-neuf des 100 principaux fournisseurs d'armes sont américains, parmi eux les trois premiers: Lockheed Martin, RTX (anciennement Raytheon Technologies) et Northrop Grumman.

L'ensemble des fabricants américains a enregistré un chiffre d'affaires combiné en hausse de 3,8%, à 334 milliards de dollars (288 milliards d'euros), soit près de la moitié du total mondial.

Cependant, des dépassements de budget et des retards affectent plusieurs programmes clés aux États-Unis, comme le chasseur F-35 et le sous-marin de classe Columbia.

En Europe, le chiffre d'affaires agrégé des 26 plus grandes sociétés d'armement a augmenté de 13%, à 151 milliards de dollars.

L'entreprise tchèque Czechoslovak Group, qui a bénéficié de l'Initiative tchèque sur les munitions qui fournit

des obus d'artillerie à l'Ukraine, a vu ses revenus bondir de 193% - la plus forte augmentation - atteignant 3,6 milliards de dollars.

Mais les fabricants d'armes européens rencontrent également des difficultés pour répondre à la demande accrue, avec un approvisionnement en matériaux plus difficile.

Par exemple, les français Airbus et Safran, qui avant 2022 s'approvisionnaient pour moitié en Russie pour le titane, ont dû trouver de nouveaux fournisseurs.

En outre, les restrictions à l'exportation de minéraux critiques imposées par la Chine ont conduit des entreprises - telles que Thales en France et Rheinmetall en Allemagne - à avoir des coûts plus élevés liés à la restructuration de leur chaîne d'approvisionnement.

Deux fabricants d'armes russes figurent également parmi les 100 principaux fournisseurs.

Rostec et United Shipbuilding Corporation ont vu leurs revenus combinés augmenter de 23%, à 31,2 milliards de dollars, malgré un manque de composants dû aux sanctions internationales, la demande intérieure compensant largement la baisse des exportations.

L'industrie russe de l'armement peine à trouver suffisamment de main-d'œuvre qualifiée «pour soutenir les taux de production projetés nécessaires pour atteindre les objectifs de guerre de la Russie», note le rapport.

La région Asie et Océanie a été la seule à voir les revenus globaux des entreprises qui y sont basées, 23 au total, diminuer de 1,2%, à 130 milliards de dollars.

Pour le Sipri, la situation en Asie n'est pas homogène: les entreprises chinoises ont moins vendu d'armes tandis que les fabricants japonais et sud-coréens ont vu leurs revenus augmenter, stimulés par la demande européenne.

«Une série d'allégations de corruption dans les achats d'armes en Chine a conduit au report ou à l'annulation de contrats d'armement majeurs en 2024", a déclaré Nan Tian, directeur du programme Dépenses militaires et production d'armes.

Cette baisse a accentué «l'incertitude» autour des efforts de la Chine pour moderniser son armée, a-t-il ajouté.

Enfin, neuf des cent principales entreprises d'armement sont basées au Moyen-Orient, avec des revenus combinés de 31 milliards de dollars.

Trois d'entre elles sont israéliennes et représentent plus de la moitié de ce montant (+16%, à 16,2 milliards de dollars).

«Le contrecoup croissant contre les actions d'Israël à Gaza semble avoir eu peu d'impact sur l'intérêt pour les armes israéliennes», a relevé la chercheuse Zubaida Karim, citée dans un communiqué.

Néocolonialisme, métacolonialisme et guerre par procuration La dernière bataille de la souveraineté africaine

Le colonialisme a officiellement pris fin : drapeaux étrangers abaissés, administrations impériales dissoutes, armées coloniales retirées. Pourtant, la domination persiste, transformée dans sa forme et ses méthodes.

Par Oukaci Lounis*

L'Afrique s'est défaite des chaînes matérielles, mais sa libération spirituelle reste inachevée. La souveraineté politique ne suffit pas à garantir la souveraineté cognitive, ni la liberté territoriale, la liberté intellectuelle. Tant que subsistera une dépendance mentale, scientifique, culturelle, technologique et symbolique, la souveraineté africaine restera précaire et vulnérable. L'expérience africaine contemporaine se caractérise par cinq étapes de domination :

- Colonialisme** : Conquête militaire et domination territoriale brutale, exploitant les ressources et soumettant les populations tout en remodelant leur identité.
- La conquête de l'Algérie par la France (1830-1962) avec expropriation massive des terres et répression militaire.
- Le Congo belge sous Léopold II: exploitation intensive du caoutchouc et violences contre la population locale.
- Néocolonialisme** : Domination économique, diplomatique et institutionnelle indirecte, perpétuée par la dépendance monétaire, le commerce asymétrique et l'influence des multinationales, maintenant l'Afrique dans une dépendance stratégique.
- Dépendance à la monnaie (Franc CFA) contrôlée par la France pour plusieurs pays africains.
- Exploitation des ressources naturelles par des multinationales étrangères (ex. mines de cobalt en RDC).
- Influence des institutions financières internationales (FMI, Banque mondiale) sur les politiques économiques africaines.
- Métacolonialisme** : Domination cognitive et culturelle subtile, façonnant les perceptions et les savoirs à travers l'éducation, les médias et la technologie, fragilisant l'autonomie intellectuelle.
- Programmes scolaires africains basés sur des manuels français ou anglais, ignorant l'histoire locale.
- Domination culturelle via les médias internationaux (films hollywoodiens, contenus TikTok/YouTube).
- Algorithmes de traduction ou d'IA qui favorisent l'anglais et le français au détriment des langues africaines.
- Guerre cognitive** : Manipulation des perceptions et des comportements via les réseaux sociaux, l'information et les algorithmes, déplaçant la bataille du matériel au mental.
- Campagnes de désinformation sur WhatsApp et Facebook pendant les élections en Afrique (ex. Kenya, Nigéria).
- Manipulation de l'opinion publique via des bots ou des algorithmes de recommandation sur YouTube ou X/Twitter.
- Guerre par procuration : Utilisation d'acteurs non étatiques (groupes terroristes, mercenaires) par des puissances étrangères pour déstabiliser les États africains, exploitant la vulnérabilité et la fragmentation du continent, notamment due à l'inaction de certaines institutions.

- Conflit au Mali : utilisation de groupes jihadistes et mercenaires par des intérêts extérieurs.
- Libye : milices armées soutenues par des puissances étrangères pour contrôler des ressources et des routes stratégiques.

Ces niveaux de domination révèlent que la bataille du XXI^e siècle est avant tout mentale, linguistique, éducative, informationnelle et spirituelle. Ces formes de domination, de la conquête militaire au contrôle mental et informationnel, montrent que la bataille pour l'Afrique au XXI^e siècle se joue autant dans les esprits que sur le terrain, rendant urgente la construction d'une souveraineté cognitive et culturelle réelle.

I. LE COLONIALISME : DOMINATION MILITAIRE, TERRITORIALE ET IDENTITAIRE

1. Fondements théoriques et historiques

L'historiographie classique a longtemps décrit le colonialisme comme un phénomène militaire, administratif et économique. L'indépendance juridique était censée signifier la fin du processus. Mais Fanon, Memmi, Said, Quijano et Ngigé ont démontré qu'il s'agissait d'un système total, visant à reconfigurer la conscience, la langue, la mémoire et l'imaginaire du colonisé.

Fanon (1961) affirme que « la colonisation modèle le colonisé jusque dans l'intimité de sa conscience ». Memmi (1957) explique que l'objectif est de fabriquer un être dépendant, convaincu de son infériorité. Ngigé (1986) insiste sur la langue comme « premier territoire colonisé ». Edward Said (1978) démontre la fabrication d'un « cadre interprétatif » occidental imposé au reste du monde. Le colonialisme a laissé une empreinte durable : une structure mentale qui perdure bien après la fin de l'occupation militaire.

2. LES PILIERS DE L'ATTAQUE COLONIALE : LANGUE ET TERRE

a) La langue : invasion cognitive

La langue est le principal vecteur de la pensée et de la culture, façonnant la conscience et les perceptions. L'imposition de la langue coloniale a marginalisé les langues africaines, réduisant leur expression culturelle et affaiblissant la mémoire collective. En Algérie, le français domine l'enseignement supérieur et l'administration, tandis qu'en Afrique de l'Ouest, l'anglais et le français structurent l'accès aux carrières, marginalisant les langues locales. Cette invasion cognitive a engendré une dépendance intellectuelle durable, entravant la production de savoirs endogènes.

b) La terre : dépossession et domination

La terre représente l'identité, la souveraineté et l'ancrage historique des peuples. Le colonialisme a rompu le lien entre communauté et espace en privant les Africains de leurs territoires et en imposant des frontières arbitraires. En Afrique du

Nord, le morcellement des terres a réduit l'autonomie économique locale. Au Congo et en Angola, l'exploitation minière a forcé le déplacement des populations. Cette dépossession a permis de contrôler les ressources et de structurer l'économie au profit des intérêts coloniaux. La perte du contrôle territorial compromet la culture, l'organisation sociale et la mémoire collective, affectant l'autonomie et la continuité générationnelle.

II. LE NÉOCOLONIALISME : LA SECONDE PEAU DE L'EMPIRE

1. Les outils du néocolonialisme

Malgré la fin du colonialisme militaire direct, l'Afrique est entrée dans une ère de néocolonialisme dès les années 1960. Théorisé par Kwame Nkrumah (1965), ce concept désigne le maintien du contrôle économique, financier, diplomatique et culturel par les anciennes puissances coloniales, malgré leur retrait physique. Moins visible, mais tout aussi efficace que le colonialisme classique, le néocolonialisme repose sur la dépendance structurelle des États africains.

1. Les outils du néocolonialisme incluent :

Économie : Le contrôle des ressources et la dépendance commerciale persistent, l'Afrique exportant majoritairement des matières premières et important des produits manufacturés. Les multinationales étrangères dominent les secteurs clés (mines, énergie, agriculture), influençant les prix, les marchés et limitant le développement industriel local. **Monnaie** : La dépendance financière se manifeste notamment dans la zone franc CFA, où la parité avec l'euro, garantie par la France, freine la politique monétaire locale, limite le financement du développement et rend les États vulnérables aux marchés internationaux. **Diplomatie et élites** : La formation des élites africaines dans les anciennes métropoles favorise l'adoption de modèles politiques et économiques étrangers, perpétuant un ordre international asymétrique où les politiques suivent des intérêts étrangers plutôt que des stratégies locales.

2. LES LIMITES ET EFFETS CONTEMPORAINS DU NÉOCOLONIALISME

Le néocolonialisme repose encore sur des institutions visibles : entreprises étrangères, traités internationaux, organisations financières (FMI, Banque mondiale), réseaux diplomatiques et accords bilatéraux. Toutefois, cette visibilité s'efface progressivement avec l'émergence du métacolonialisme, qui agit désormais sur les esprits, la culture, l'éducation et la technologie.

Exemples contemporains :

- En Afrique centrale, les concessions minières gérées par des multinationales étrangères continuent de générer d'énormes profits exportés hors du continent, tandis que les communautés locales restent marginalisées.
- Au Sahel, l'aide internationale et les programmes de développement financés par l'Occident conditionnent les politiques nationales, limitant la souveraineté décisionnelle des États.
- Les accords militaires et sécuritaires, comme ceux entre la France et plusieurs pays africains, maintien-

nent une présence stratégique indirecte sans intervention frontale, garantissant la continuité de l'influence étrangère.

- Implantation des plateformes numériques étrangères et des infrastructures technologiques dépendantes (Google, Meta, Huawei dans certains pays) perpétue une forme de contrôle économique et informationnel.

Ainsi, le néocolonialisme fonctionne aujourd'hui comme une seconde peau de l'empire : moins visible, mais profondément enraciné dans l'économie, la monnaie, la diplomatie et les élites. Il prépare le terrain pour le métacolonialisme et la guerre cognitive, qui représentent la prochaine étape de la domination contemporaine.

III. LE MÉTACOLONIALISME: LA DOMINATION DES ESPRITS

Le métacolonialisme transcende le colonialisme traditionnel et le néocolonialisme en ciblant la pensée, l'imaginaire collectif et les institutions sociales plutôt que le territoire physique. Il opère de manière stratégique dans les domaines de l'éducation, des médias, de la langue, de la religion et des sciences/technologies, établissant un contrôle subtil mais durable sur les représentations et les normes sociales, intériorisées par les populations colonisées qui perpétuent la logique du colonisateur même sans occupation physique.

1. Domination intériorisée : Les populations colonisées intériorisent et reproduisent les normes du colonisateur, comme le soutient Ngigé (1986) concernant le rôle du langage dans la structuration de la pensée.

Anibal Quijano identifie une « colonialité du pouvoir », où les hiérarchies coloniales persistent au sein des institutions après la décolonisation. Achille Mbembe décrit un système postcolonial où la logique coloniale se reproduit de manière quasi automatique.

2. Sphère religieuse : La religion devient un lieu d'influence et de concurrences étrangères. Les doctrines importées sapent les traditions spirituelles locales, fragmentant l'autorité religieuse.

Les ONG et les mouvements religieux extérieurs introduisent des pratiques qui remettent en question les dirigeants locaux, modifiant la perception du sacré et les structures sociales traditionnelles.

3. Sphère éducative : Les systèmes éducatifs restent fortement influencés par des modèles importés.

Les manuels et les programmes scolaires proviennent souvent de l'étranger et sont déconnectés des réalités locales. Les langues africaines sont marginalisées, les sciences sociales locales sous-estimées et les jeunes générations sont formées à reproduire des systèmes de connaissances extérieurs.

L'histoire africaine, par exemple, est souvent enseignée d'un point de vue eurocentrique.

4. Sphère médiatique : Les médias diffusent des récits qui valorisent les modèles étrangers et présentent l'Afrique de manière négative ou stéréotypée.

Les réussites locales sont peu mises en avant, tandis que les crises sont amplifiées. Les plateformes numériques façonnent l'opinion publique en fonction d'intérêts extérieurs, perpétuant ainsi la dépendance cognitive à l'égard de l'information étrangère.

IV. MÉTACOLONIALISME ET GUERRE COGNITIVE

Métacolonialisme: domination structurelle et durable.

Le métacolonialisme est une domination structurelle, transgénérationnelle et durable qui façonne les institutions, les langues, la culture et la religion, perpétuant les logiques coloniales. Ses effets incluent la perte d'autonomie intellectuelle, la dépendance à la science étrangère, la fragmentation des identités culturelles et la marginalisation des savoirs endogènes.

Guerre cognitive : action rapide et stratégique.

La guerre cognitive est une action conjoncturelle, ciblée et agressive qui utilise les réseaux sociaux, les algorithmes, les fake news, la propagande et la désinformation pour manipuler émotions, perceptions et comportements. On observe par exemple : la manipulation des élections au Kenya, au Nigeria et en Éthiopie par des campagnes numériques ciblées amplifiant les tensions ethniques et religieuses ; la diffusion de contenus religieux importés et de campagnes idéologiques dans le Sahel et en Afrique du Nord, modifiant la perception du sacré et influençant les comportements ; et la propagation de fake news fragmentant la cohésion sociale et renforçant la dépendance à l'information extérieure. En résumé, le métacolonialisme instaure une dépendance structurelle et culturelle en Afrique, que la guerre cognitive exploite à des fins stratégiques et immédiates, souvent d'origine politique ou géostratégique étrangère.

V. DU COLONIALISME MILITAIRE AU MÉTACOLONIALISME COGNITIF

Du colonialisme militaire au métacolonialisme cognitif, la domination persiste, sous une forme nouvelle. Le contrôle physique, par la destruction territoriale et l'occupation militaire, a cédé la place au contrôle des imaginaires et des consciences.

L'occupation des terres s'est muée en occupation des esprits, et la domination militaire en domination symbolique et cognitive. Cette continuité révèle l'insuffisance de la seule indépendance politique ou territoriale.

La véritable émancipation de l'Afrique demeure incomplète tant que ses structures mentales, linguistiques et culturelles restent soumises à des normes étrangères. Par exemple, dans certains pays africains francophones, les normes extérieures dictent largement la formation des cadres et la conception des programmes scolaires, perpétuant ainsi les hiérarchies intellectuelles héritées du colonialisme.

VI. LES VECTEURS DU MÉTACOLONIALISME

Le métacolonialisme se manifeste à travers plusieurs vecteurs stratégiques affectant la pensée, la culture et la société : **Langue coloniale** : L'imposition d'une langue (français, anglais, portugais) dans l'éducation et l'administration entrave la créativité et la production de savoirs endogènes.

Au Cameroun ou en Algérie, par exemple, les manuels importés marginalisent les langues et épistémologies africaines.

Suite en page 7

Néocolonialisme, métacolonialisme et guerre par procuration La dernière bataille de la souveraineté africaine

Suite de la page 6

Pensée coloniale : La hiérarchisation des savoirs favorise les modèles occidentaux et dévalorise les logiques africaines, souvent sous-représentées dans les programmes universitaires et médiatiques.

Mémoire coloniale : La réécriture de l'histoire occulte les résistances et glorifie la colonisation, présentant celle-ci comme une « modernisation » et effaçant les héros locaux.

Modernité coloniale : L'imposition de modèles sociaux, économiques et religieux externes marginalise les pratiques locales. Les politiques urbaines, la gouvernance et les normes économiques reproduisent des schémas hérités des anciennes métropoles.

Religion : L'importation de doctrines étrangères fragmente les autorités religieuses locales et impose des références externes, modifiant l'organisation des communautés, comme dans certaines régions du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest où ces courants concurrencent les leaders traditionnels.

VII. LES CRIMES DU MÉTACOLONIALISME

Le métacolonialisme affecte durablement les sociétés africaines à travers :

1. La spoliation cognitive : l'appropriation de la production et transmission des savoirs locaux.
2. La dépossession pédagogique : l'imposition de modèles éducatifs étrangers inadaptés.
3. Le déracinement mémoriel : l'effacement ou la réécriture de l'histoire et des traditions.
4. La fragmentation identitaire : la division des sociétés selon des critères exogènes ou post-coloniaux.
5. La dépendance technologique et scientifique : la subordination aux technologies et standards scientifiques importés, freinant l'innovation et l'autonomie. Par exemple : la dépendance aux logiciels occidentaux, l'usage de standards technologiques importés et la prédominance des publications académiques africaines dans des revues internationales dominées par les métropoles.

VIII. STRATÉGIES DE DÉCOLONISATION COGNITIVE ET ÉPISTÉMIQUE

Pour s'affranchir du métacolonialisme et restaurer sa souveraineté, l'Afrique doit agir sur trois axes : éducation, science-technologie et mémoire-culture. Ces stratégies constituent une révolution cognitive essentielle à l'autonomie intellectuelle, culturelle et scientifique du continent.

Révolution éducative : L'éducation est au cœur de la décolonisation cognitive. Les politiques éducatives doivent recentrer l'Afrique dans son enseignement et produire des savoirs endogènes, notamment par :

- La réintégration des langues africaines dans l'enseignement pour conceptualiser le monde selon des logiques africaines.
- L'intégration de l'histoire africaine (précoloniale, résistances, émancipations) pour forger une mémoire collective fière.
- Le renforcement de la philoso-

phie africaine pour valoriser les traditions locales et contrecarrer l'hégémonie occidentale.

- La production de manuels locaux par des chercheurs africains, reflétant les réalités du continent.

Révolution scientifique et technologique : L'Afrique doit s'affranchir de sa dépendance technologique et scientifique via :

- Le financement de centres de recherche indépendants, produisant des connaissances adaptées aux problématiques locales.
- Le développement d'IA en langues africaines pour l'éducation et la science, réduisant la dépendance aux plateformes étrangères.
- La création de plateformes africaines de données, d'éducation et d'innovation pour un contrôle endogène de l'information.
- La construction d'infrastructures data souveraines (centres de données, serveurs, réseaux) pour l'autonomie et la protection des informations africaines.

Révolution mémorielle et culturelle : La mémoire et la culture sont des outils de résistance cognitive, impliquant :

- La réhabilitation des figures de résistance et des penseurs africains dans l'espace public et l'éducation.
- Le renforcement des récits nationaux et continentaux célébrant les réussites et la créativité africaines, en opposition aux récits occidentaux.
- La création d'observatoires de la domination cognitive pour documenter, analyser et contrer l'influence extérieure, la désinformation, et la colonisation algorithmique, proposant des recommandations pour restaurer l'autonomie intellectuelle et spirituelle.

Synthèse stratégique :

La décolonisation cognitive n'est pas une option / elle constitue la condition sine qua non pour assurer la souveraineté réelle de l'Afrique. Elle nécessite une mobilisation simultanée de l'éducation, de la science, de la technologie et de la mémoire culturelle, appuyée par des institutions capables de mesurer et contrer la domination cognitive et algorithmique. Seule une approche intégrée et planifiée permettra de transformer la liberté politique et économique en liberté intellectuelle, culturelle et spirituelle durable.

IX. LA GUERRE PAR PROCURATION : LA NOUVELLE FRONTIÈRE DE LA DOMINATION EN AFRIQUE

À côté des formes classiques de domination - colonialisme, néocolonialisme - une nouvelle configuration géopolitique s'impose sur le continent : la guerre par procuration. Là où les anciennes puissances ne peuvent plus intervenir directement sans coût diplomatique, économique ou médiatique, elles utilisent des acteurs non étatiques-groupes terroristes, mercenaires et sociétés militaires privées-comme instruments de pression et de contrôle.

Cette stratégie constitue aujourd'hui l'un des vecteurs les plus insidieux d'ingérence et de fragmentation des États africains. 1. Les mécanismes de la guerre par procuration

La guerre par procuration

repose sur trois leviers principaux :

- Groupes terroristes : installés dans des zones d'instabilité entretenues, ils deviennent des instruments de manipulation stratégique. Leur présence justifie des interventions étrangères et perturbe la souveraineté locale, transformant le terrorisme en outil géopolitique.
- Exemple : le Sahel, où des réseaux terroristes facilitent l'intervention de puissances étrangères sous prétexte de lutte antiterroriste.
- Mercenaires et sociétés militaires privées : opérant dans le flou juridique, ces acteurs remplacent parfois les armées locales.

Ils orientent les conflits, sécurisent les intérêts économiques étrangers et participent au contrôle des ressources stratégiques. Exemple : certaines sociétés de sécurité privées présentes dans les mines de cobalt en RDC ou les infrastructures pétrolières en Libye.

- Compagnies de sécurité internationales : elles contrôlent routes, infrastructures et concessions, exerçant un contrôle de facto sur le territoire. Leur présence transforme la souveraineté territoriale en souveraineté conditionnelle.

2. L'AFRIQUE FACE À L'INERTIE INSTITUTIONNELLE

La guerre par procuration prospère en partie grâce à la tolérance ou à la paralysie des institutions africaines, notamment de l'Union africaine. L'inaction continentale permet :

- l'installation permanente de forces étrangères déguisées,
- la mise en place de partenariats sécuritaires asymétriques,
- la régularisation implicite de sociétés militaires privées opérant sur le continent.

Cette paralysie institutionnelle fragilise la souveraineté collective, accentue la fragmentation régionale et laisse le champ libre aux interventions extérieures.

3. IMPACTS STRATÉGIQUES ET SOCIOPOLITIQUES.

La guerre par procuration :

- **Fragmentation étatique** : déstabilisation des institutions et effritement du pouvoir central, rendant la gouvernance difficile.
- **Captation des ressources** : contrôle indirect des mines, hydrocarbures et infrastructures critiques par des acteurs étrangers.
- **Manipulation de l'opinion** : les populations locales sont prises entre propagande, terreur et dépendance, accentuant la fracture sociale et ethnique.
- **Dépendance sécuritaire** : les États africains deviennent tributaires des forces extérieures pour la protection de leur territoire.

4. STRATÉGIE DE SORTIE ET RECOMMANDATIONS POUR UNE SOUVERAINÉTÉ DURABLE

Pour contrer efficacement la guerre par procuration, l'Afrique doit adopter une stratégie multilatérale, intégrée et proactive, articulée autour de cinq axes :

1. Réforme institutionnelle de

l'Union africaine : renforcer le mandat continental en matière de sécurité, d'identification des acteurs extérieurs et de sanctions contre l'ingérence.

2. Coordination régionale et défense collective : créer des forces africaines de réaction rapide, interconnectées, capables d'agir sur les zones de conflit et de neutraliser les acteurs extérieurs illégitimes.

3. Surveillance et renseignement endogène : développer des agences africaines de renseignement stratégique et cybernétique, pour détecter et contrer les interventions des mercenaires, sociétés militaires privées et réseaux terroristes.

4. Souveraineté économique et sécuritaire : contrôler directement les ressources stratégiques et infrastructures critiques, réduire la dépendance aux entreprises et armées étrangères.

5. Mobilisation cognitive et informationnelle : combattre la désinformation et la propagande via des plateformes africaines, renforcer l'éducation civique et développer des campagnes médiatiques visant à reconstruire la cohésion sociale et le sentiment d'appartenance au continent.

Synthèse stratégique :

La guerre par procuration est l'extension moderne du colonialisme invisible et de la domination néocoloniale. Elle combine pression militaire indirecte, contrôle économique et manipulation cognitive.

La seule voie pour restaurer la souveraineté réelle de l'Afrique réside dans une réponse coordonnée et autonome, qui articule sécurité, économie, institution, éducation et culture, tout en réaffirmant le leadership africain sur ses propres territoires et populations.

X. Conclusion générale et synthèse stratégique : de la domination à la souveraineté africaine

L'Afrique, après avoir brisé les chaînes du colonialisme, se trouve aujourd'hui confrontée à des formes de domination beaucoup plus subtiles et complexes, qui échappent souvent au regard de la communauté internationale. Le colonialisme militaire a disparu, mais son héritage demeure dans les conflits territoriaux et les inégalités socio-économiques, comme en témoigne encore la question du Sahara occidental, dernière colonie du continent, symbole

persistant d'une souveraineté incomplète. Le néocolonialisme a pris le relais par des instruments économiques, monétaires et diplomatiques qui reproduisent les schémas coloniaux sous des formes invisibles et normalisées. Les élites coopérées, la dépendance monétaire et les multinationales étrangères ont perpétué la tutelle économique et institutionnelle sur le continent. Le métacolonialisme, quant à lui, a déplacé le champ de bataille dans les esprits. Langue, culture, science, religion, médias et technologies sont devenus des vecteurs de dépendance cognitive. La souveraineté formelle de l'État ne garantit pas encore la liberté de pensée, l'indépendance éducative ni l'autonomie scientifique.

La guerre cognitive, rapide et ciblée, exploite les réseaux sociaux, les algorithmes et la désinformation pour manipuler opinions publiques, croyances et comportements.

Elle accentue la fragmentation sociale, ethnique et religieuse, tout en consolidant l'influence des puissances étrangères sans intervention directe.

Enfin, la guerre par procuration représente la dernière frontière de la domination en Afrique. Par l'intermédiaire de groupes terroristes, mercenaires et sociétés militaires privées, les puissances étrangères imposent leurs agendas sécuritaires et économiques, tout en exploitant la paralysie ou la tolérance des institutions africaines, comme l'Union africaine. Synthèse stratégique pour la souveraineté africaine

Pour recouvrer une souveraineté réelle, l'Afrique doit agir simultanément sur cinq fronts :

1. Colonialisme / territoires non résolus : résoudre les questions territoriales héritées du colonialisme, comme le Sahara occidental, à travers des mécanismes diplomatiques et juridiques robustes et un leadership africain fort.
2. Néocolonialisme : réformer les structures économiques, renforcer la souveraineté monétaire, contrôler les ressources stratégiques et limiter la dépendance aux multinationales et institutions financières étrangères.
3. Métacolonialisme : reconstruire les institutions culturelles, éducatives et scientifiques, promouvoir les langues africaines et les philosophies endogènes, et restaurer la mémoire histori-

que et héroïque du continent.

4. Guerre cognitive : développer des plateformes médiatiques africaines, renforcer l'éducation civique et numérique, et créer des observatoires continents pour surveiller et contrer la désinformation et la manipulation idéologique.

5. Guerre par procuration : établir une force africaine de réaction rapide et coordonnée, renforcer le renseignement stratégique et cybernétique, contrôler directement les zones de ressources critiques, et renforcer le rôle de l'Union africaine dans la sécurité et la souveraineté collective. La bataille du XXII^e siècle n'est plus seulement militaire ni économique : elle est cognitive, technologique, culturelle et stratégique. La souveraineté africaine ne sera complète que lorsque les peuples et les États du continent auront recouvré : leur territoire, leur autonomie économique, leur indépendance cognitive, leur intégrité informationnelle, et leur capacité à défendre leurs institutions et leurs ressources.

En d'autres termes, la libération de l'Afrique est désormais une bataille des esprits, des institutions et des stratégies, et non plus seulement des armes. La vision d'une Afrique libre, unie et souveraine repose sur une action intégrée, simultanée et courageuse sur tous ces fronts.

Oukaci Lounis

Bibliographie

- Fanon, F. (1952). *Peau noire, masques blancs*. Paris : Seuil.
- Fanon, F. (1961). *Les Damnés de la Terre*. Paris : Maspéro.
- Memmi, A. (1957). *Portrait du colonisé*. Paris : Gallimard.
- Ngig wa Thiong'o. (1986). *Decolonising the Mind*. London : James Currey.
- Said, E. (1978). *Orientalism*. New York : Vintage.
- Quijano, A. (2000). *Coloniality of Power*. *Journal of World-Systems Research*, 6(2).
- Nkrumah, K. (1965). *Neocolonialism: The Last Stage of Imperialism*. London : Thomas Nelson.
- Ndlovu-Gatsheni, S. J. (2013). *Coloniality of Power in Postcolonial Africa*. Dakar : CODESRIA.
- Benrabah, M. (2013). *Language Conflict in Algeria*. *Multilingual Matters*.
- Mbembe, A. (2000). *De la postcolonie*. Paris : Karthala.
- Bradshaw, S., & Howard, P. (2019). *The Global Disinformation Order*. Oxford Internet Institute.
- Chertoff, M., & Simon, T. (2020). *Cognitive Security*. Atlantic Council.
- Gagliardi, F., & Kapur, D. (2021). *Artificial Intelligence and African Development*. AI & Society.

Publicité

APPELEMENTS

■Loue F4, 120 m², 2^e, Akid Lotfi + Vd F2, 68 m², 1^{er}, C/V + F1 30 m², 1^{er}, Gambetta + Vds local 30 m², à Miramar + loue local, 280 m², Millénium 2 + Vds terrain 105 m² les Palmiers terrain 150 m² Belgaid - Cab Imm VICTORIA:4 rue Khemisti Oran - Tél : 041.36.16.43 / 0557.87.64.93

■Loue F1 à El-Yasmine, 1^{er} (3U) - F1/F2 à St-Pierre, 1^{er} (2,5U) - F2 meublé, centre-ville 4^e (5U) - F3 Aïn el Turck, 2^e (3U) - F3 meublé El-Kerma, 1^{er} (5U) - Ag ABDALLAH 041.38.62.87 / 0770.40.87.48

■A vendre F4, 100 m², 3^{ème} étage, USTO + Appat F4, 140 m², 3^{ème} + 2 Box prom Bousmaha, Maraval + Av F4, 138 m², 2^{ème} Hasnaoui + Av F3 : 110 m² + Box 2^{ème} Resid ENSEP + A louer F3, 120 m², 2^{ème} étage, Maraval + A louer dépôt 250 m², haut 5 m, La Lofa. Pas de courtier Svp - 0773.24.62.36 / 0792.04.44.29

VEHICULES

■Achat véhicules accidentés ou en panne, Léger et Lourd Tel : 0550.59.03.60 / 0771.39.49.82.

■Vend pièces détachées BMW, Land Rover, Wolkswagen Tél : 0771.87.77.73 / 0550.54.50.34

VILLAS

■A vendre villa, en face hôtel Président, yaghmoracen, Oran 200 m², garage : 3 voitures, 6 pièces, hammam, petit jardin, - Tél : 0557.69.61.12

■Vends niveau villa 2f, pas de vis-à-vis, F5, grand standing, 2 gdes terrasses, chaque chambre balcon, 6 rue Khelifa Bensalem, Choupot / Oran - Tél : 0773.63.98.70

■URGENT : A vendre haouch colonial, sup 905 m², acté + livret foncier, qui peut servir pour dépôt ou usine ou logement, à Hassi Ameur village, W. Oran - Tél : 0797.46.23.13

EMPLOIS

■Entreprise privée, à Oran, cherche réceptionniste homme diplômé, avec expérience (exigée) dans l'hôtellerie. Réside à Oran. Veuillez contacter Tél : 0661.20.20.29 / 0560.31.88.01

■Importante entreprise de Travaux publics cherche, pour les besoins de l'entreprise, les postes suivantes :

- Ingénieur en Hydraulique,
- Ingénieur en Génie civil,
- Comptable. Avec ou sans expérience. Nous envoyer CV eurlafaf@gmail.com

Haï Bouamama 32 constructions illicites et 104 fondations rasées



K. Assia

32 constructions illicites et 104 fondations en cours de construction ont été rasées avant-hier dimanche au lieu-dit Châteaux, dans le périmètre de la délégation communale Bouamama, lors d'une opération menée par la commission de la protection de l'environnement, les gendarmes et les travailleurs des cinq secteurs urbains (Bouamama, El Othmania, Sidi El Houari, El Hamri et El Mokrani), les divisions communales, le vice-président de l'APC d'Oran, le chef de daïra et aussi le délégué de Bouamama. En effet, cette opération vient en application des dernières orientations données par le wali d'Oran M. Ibrahim Ouchène et vise à lutter contre ces transgressions sur le domaine public de sorte que ces habitations ont été érigées illicitement et sans autorisation. Une pratique punie par la loi de sorte que des directives fermes ont été données aux

maires et aux chefs de daïra de s'attaquer au problème en procédant dans un premier temps au recensement de toutes les habitations illicites.

Au courant de ce mois, les services de la commune d'Oran ont procédé à la démolition de 5 fondations au niveau du quartier de Benarba dans le quartier de Haï Bouamama. Il y a quelques mois, une dizaine de constructions érigées illicitement à la forêt Mony sur les hauteurs du quartier de Sidi El Houari ont été démolies lors d'une vaste opération lancée par le chef de daïra et le maire d'Oran et appuyés par les services de la gendarmerie. Il s'agit de constructions en parpaings érigées sur un terrain forestier, une véritable atteinte au patrimoine public de sorte que tous les moyens ont été mobilisés par la délégation communale de Sidi El Houari pour démanteler les fondations et aussi les toitures en zinc. En janvier dernier quatre constructions illicites composées

chacune de trois pièces et 15 fondations ont été démolies à Haï Bouamama.

Pour stopper un tel phénomène, les citoyens sont appelés à dénoncer de tels transgressions ou dépassements qui portent atteinte à l'urbanisme.

Durant les deux dernières années, plus de 200 habitations illicites ont été démolies dans plusieurs quartiers, notamment à Sidi Chahmi-centre, Emir Abdelkader (ex-Saint Rémy), Hassi Labiod, Nedjma et Sidi Maârouf. Les responsables locaux ont pour leur part renforcé le dispositif de contrôle et de vigilance et toutes les mesures seront prises à l'encontre des spéculateurs.

A vrai dire, la nouvelle vision des autorités locales à en finir avec le problème de l'habitat précaire s'est traduite sur le terrain par de grandes opérations de relogement et surtout par l'éradication de nombreux bidonvilles notamment dans la commune d'Oran.

Direction de l'agriculture Une journée technique dans le cadre de la campagne labours-semailles

J.Boukraa

Dans le cadre de la campagne nationale de labours et de semis, la Direction des services agricoles (DSA) de la wilaya d'Oran a organisé une journée technique de sensibilisation dédiée à l'amélioration des pratiques agricoles et à l'accompagnement des agriculteurs pour la réussite de la saison céréalière. Cette rencontre, qui s'inscrit dans une démarche de modernisation et de professionnalisation du secteur, a porté principalement sur le parcours technique de l'opération de semis des céréales ainsi que sur la maîtrise des équipements de semis, deux volets essentiels pour garantir un rendement optimal et une exploitation rationnelle des sols.

L'événement a réuni plusieurs partenaires institutionnels et professionnels du secteur agricole, notamment la Chambre d'agriculture de la wilaya d'Oran, la Coopérative des céréales et des légumes secs (CCLS), la Station de protection des végétaux de Misserghine, l'Institut technique des grandes cultures (ITGC) ainsi que le Fonds national de la coopération agricole (CNMA).

Au cours de cette journée, des spécialistes ont présenté les bonnes pratiques liées à la préparation des sols, au choix des semences, aux doses de fertilisation, aux techniques de semis, ainsi qu'à l'entretien du matériel agricole. Des démonstrations sur le terrain ont permis aux participants de mieux comprendre l'importance du réglage précis des se-

moirs pour assurer une levée homogène, réduire les pertes et préserver la qualité des sols. Les interventions ont également mis l'accent sur la nécessité d'adopter des approches modernes basées sur l'usage de machines performantes et sur le respect du calendrier agricole, afin de faire face aux défis climatiques et d'augmenter la productivité.

Pour la saison agricole 2025-2026, une superficie globale de 25.000 hectares est dédiée aux céréales, soit une augmentation de 2.000 hectares par rapport à la saison précédente. Cette superficie se répartit entre 5.000 hectares de blé dur, 1.200 hectares de blé tendre, 18.300 hectares d'orge et 500 hectares d'avoine.

Le marché informel d'Eckmühl démantelé 120 tables enlevées et des marchands transférés vers le marché couvert

K.Assia

Conformément aux directives du wali d'Oran M. Ibrahim Ouchène portant sur la lutte contre le marché informel et l'occupation illicite des trottoirs, une opération d'assainissement d'envergure a été lancée avant-hier au niveau du marché informel à Haï Mahieddine dans le quartier d'Eckmühl par la commission de la protection de l'environnement au niveau du cabinet du wali d'Oran en coordination avec les services de l'APC d'Oran et ceux de la police. Un véritable calvaire pour les habitants du quartier qui ont toujours dénoncé les désagréments occasionnés par ce marché informel.

En effet, ce marché a carrément fermé les deux voies à la circulation ainsi que l'accès à la mosquée ce qui a contraint les autorités locales à prendre les mesures qui s'imposent.

Dans ce registre, cette campagne a

permis l'enlèvement de 120 tables et la démolition des extensions anarchiques de magasins. Elle a permis de libérer la voie publique des obstacles et des barrières qui étaient posés. La commission a procédé par la suite au transfert de 20 détenteurs de tables activant dans l'informel vers le marché couvert situé à proximité.

Par ailleurs et depuis plusieurs jours, le mot d'ordre est donné et de nombreux marchés informels ont été démantelés dans plusieurs quartiers à l'exemple du marché de Haï Yasmine où 27 kiosques érigés anarchiquement, 91 tables installées illicitement sur les trottoirs et 21 extensions de commerce sans aucune autorisation ont été démantelés. Dans le quartier de Haï En-Nour, la commission appuyée par les services suscités a libéré les trottoirs avec la démolition de 22 extensions et l'enlèvement de 7 tables.

A vrai dire, tous les moyens humains

et matériels sont mobilisés et plusieurs obstacles qui entravaient la circulation automobile et piétonne sont enlevés. Idem dans le secteur urbain El Badr, plus de 180 bornes métalliques et des dizaines d'autres de barrières mises sur les trottoirs sans aucune autorisation ont été enlevées. Les initiateurs de cette campagne de lutte contre l'occupation illicite des trottoirs rappellent la dernière loi portant sur la protection et la préservation de l'espace public et les sanctions encourues en cas de transgressions. Sur ce et pour une meilleure efficacité, les APC ont opté tout d'abord pour la prévention avec des mises en demeure adressées aux commerçants en infraction. Dans le cas contraire, des sanctions seront prises à leur encontre, apprend-on. Le but est de libérer toutes les voies et les ruelles squattées par des commerçants ambulants et aussi les trottoirs occupés sans autorisation par des commerçants.

Nouveau service de radiothérapie du CHUO Une session de formation au profit des spécialistes

Le CHU d'Oran accueille un groupe spécialisé du service de radiothérapie du CHU d'Annaba, dans le cadre d'une session de formation sur la radiothérapie, prévue de dimanche à mardi, en vue de renforcer l'échange d'expériences et d'améliorer les compétences des staffs médicaux et paramédicaux, a-t-on appris auprès de la cellule de communication de l'établissement hospitalier de la capitale de l'Ouest algérien.

La même source a précisé que cette visite vise à accompagner et encadrer les personnels exerçant au niveau du nouveau service de radiothérapie, ouvert depuis quelques mois, ainsi qu'à s'enquérir des meilleures pratiques adoptées dans l'exploitation des équipements de radiothérapie de pointe. La formation comprend, selon la même source, des séances pratiques et des stages spécialisés encadrés par des formateurs expérimentés du service de radiothérapie du CHU d'Annaba, qui dispose du même type d'accélérateurs linéaires dont a été doté le service de radiothérapie du CHU d'Oran, ce qui permet un transfert d'expertise de manière pratique et directe.

Ces sessions de formation visent à améliorer les méthodes d'exploitation des équipements médicaux modernes, à renforcer les compétences des staffs médicaux et paramédi-

caux, à garantir une prise en charge optimale des patients en radiothérapie, ainsi qu'à soutenir l'échange d'expériences et de savoir-faire entre les professionnels des deux établissements. Le groupe formateur comprend plusieurs cadres médicaux et paramédicaux du CHU d'Annaba, tandis que le service de radiothérapie a confirmé la poursuite de la mise en œuvre d'un plan d'action progressif et méthodique pour assurer une couverture globale et intégrée des prestations de radiothérapie, conformément aux normes nationales et internationales, garantissant ainsi une prise en charge sûre et efficace des patients.

Il est à rappeler que la wilaya d'Oran a bénéficié, au cours de l'année 2025, de quatre accélérateurs linéaires, dont deux ont été affectés au centre de lutte contre le cancer d'El Hassi et deux autres au CHU d'Oran, assurant ainsi une prise en charge confortable et efficace des patients atteints de cancer dans le domaine de la radiothérapie, selon la direction locale de la santé et de la population. Il est également prévu l'acquisition de deux accélérateurs supplémentaires au profit du Centre national du cancer, en cours de réalisation au quartier «Es-Seddikia Ouest», dont la réception est prévue pour l'année 2026, selon la même source.

Opération combinée police-gendarmerie Plus d'un kg de kif, 1.753 comprimés saisis et 290 individus recherchés arrêtés

K. Assia

Pas moins de 1 kg et 78 gr de kif traité, 1.753 comprimés psychotropes de différentes marques, 24 armes blanches de différentes tailles et un montant de 37 millions de centimes ont été récupérés à l'issue d'une opération combinée et qui a mobilisé les services de la sûreté de la wilaya représentés par les effectifs des 22 sûretés urbaines, les éléments de la police judiciaire et ceux de la voie publique et les unités de la gendarmerie d'Oran dans tout le périmètre de la wilaya. D'importants moyens humains et matériels ont été déployés et plusieurs dispositifs fixes et mobiles ont été installés pour lutter contre la criminalité et aussi renforcer la prévention routière.

Cette opération a donné lieu à l'interpellation de 1.614 individus qui ont été soumis à un examen approfondi de la situation. 104 d'entre eux sont activement recherchés par la justice et 86 autres font l'objet de condamnations soit au total 290 personnes recherchées ont été

arrêtées. 87 individus ont été arrêtés pour détention et commercialisation de stupéfiants, port d'armes prohibées entre autres. Les services de sécurité ont saisi les quantités de comprimés psychotropes et de kif traité suscités. D'autre part, les policiers et les gendarmes ont procédé au contrôle de 1.204 véhicules et 328 infractions routières ont été relevées. Par ailleurs, 38 motos contrôlées ont été mises en fourrière sur les 229 contrôlées. Parmi les infractions constatées, l'absence du port de casque, l'absence du permis de conduire, les manœuvres dangereuses, l'absence du gilet de sécurité, les nuisances sonores.

Pour ce qui est du volet de la police générale, les unités d'intervention ont procédé au contrôle de 385 commerces et 101 infractions ont été constatées pour non-respect de l'hygiène, insalubrité entre autres. Des numéros verts le 1055 et le 1548 sont mis à la disposition des citoyens pour demander de l'aide ou signaler tout dépassement, infraction ou délit.

Horaires des prières pour Oran et ses environs

11 jourmada ethania 1447

El Fedjr	Dohr	Assar	Maghreb	Icha
06h26	12h53	15h32	17h53	19h16



Saïda

Le chantier des 2 000 logements AADL3 lancé

Le Directeur général de l'Agence nationale pour l'amélioration et le développement du logement (AADL), Riad Guemdani, a supervisé, lundi dans la wilaya de Saïda, la pose de la première pierre du projet de réalisation de 2 000 logements en formule location-vente dans le cadre du programme "AADL3".

M. Guemdani, accompagné du wali de Saïda, Amoumen Marmouri, a indiqué à la presse, en marge de la cérémonie de lancement du projet au nouveau pôle urbain de la zone Aïn-Zarga (commune d'Ouled-Khaled), que la wilaya de Saïda dispose de réserves foncières ayant facilité l'implantation de ce quota de 2 000 unités.

Il a précisé que l'entreprise chargée de la réalisation du projet dispose de l'expertise nécessaire pour concrétiser ces logements, ajoutant que "les études des projets de logements AADL 3 ont été élaborées par de jeunes ingénieurs diplômés de l'université algérienne, introduisant un nouveau style architectural pour les façades des immeubles et l'aménagement extérieur, conformément aux exigences des ci-

toyens". Le même responsable a souligné que les logements du programme "AADL3" seront réalisés selon le nouveau système antisismique, reposant sur l'application des techniques et solutions structurelles les plus modernes pour renforcer et protéger les bâtiments contre les séismes.

Il a indiqué que le nombre global de projets de logements relevant de la formule location-vente "AADL3" déjà implantés a atteint 11 650 unités, réparties entre les wilayas de Constantine (8 050 logements), Ouargla (1 600 unités) et Saïda (2 000 unités).

Cette opération se poursuivra à travers les différentes wilayas du pays afin d'atteindre l'objectif fixé de 46 000 logements, annoncé par le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme, de la Ville et de l'Aménagement du territoire, Mohamed Tarek Belaribi. Selon les explications fournies par les responsables du secteur du logement dans la wilaya, ce projet s'étend sur une superficie totale de 22 hectares, pour un délai de réalisation fixé à 24 mois et une enveloppe financière estimée à plus de 8 milliards de dinars.

Chlef

Rénovation du réseau du gaz

Abbad Miloud

La direction de la distribution de l'électricité et du gaz de Chlef a inscrit dans le budget 2025, le remplacement de 20,1 km de réseau distribué réalisé en cuivre, ancien et présentant des fuites par un nouveau réseau en polyéthylène. Ceci entre dans le cadre de l'amélioration de la qualité et la continuité de service et permet ainsi à la Sonelgaz la distribu-

tion du gaz dans des conditions requises de sécurité. Le programme de remplacement de l'exercice a été achevé avant terme. Les communes touchées par l'opération sont Chlef et Chettia avec respectivement 10, 1 et 10 kilomètres pour un montant financier de 7,6 milliards de centimes. Les efforts se poursuivent pour l'exercice 2026. La longueur prévue pour être remplacée est de 20 kilomètres au niveau des communes de Chlef, Chettia et Boukader.

Tindouf

Les projets stratégiques dans les zones frontalières en question

Un colloque international sur les grands projets stratégiques dans les zones frontalières et leur rôle dans le renforcement de l'intégration africaine s'est tenu, dimanche, à Tindouf.

Cette rencontre, organisée dans le cadre du festival culturel de Maârouf Sidi Ahmed Erguibi de Tindouf, vise à mettre en valeur la dynamique de développement qu'a connue la wilaya ces dernières années, notamment à travers les grands projets stratégiques, parmi lesquels le projet du gisement de fer de Gara Djebilet, la route reliant Tindouf à Zouerate (Mauritanie), le vaste projet de la ligne ferroviaire minière ouest Gara Djebilet-Tindouf-Béchar, longue de 950 km, ainsi que la croissance des échanges économiques au niveau du poste frontalier Chahid Mustapha-Benboulaid.

Dans son intervention, l'expert mauritanien en affaires africaines, Ismaïl Cheikh Sidya, a souligné l'importance de la dimension culturelle commune entre les peuples de la région et le rôle de la wilaya de Tindouf comme pont culturel et civilisationnel. Il a également mis en avant l'importance de la route Tindouf-Zouerate, considérée comme un chantier stratégique qui permettra de relier l'Algérie à l'Afrique de l'Ouest.

Le même intervenant a réaffirmé le rôle central de l'Algérie dans le soutien à l'économie africaine selon le principe "gagnant-gagnant".

Pour sa part, le professeur Abdeslam Kheloufi de l'Université Mohamed Tahri de Béchar a indiqué que les projets stratégiques lancés par le président de la République, M. Ab-

delmadjid Tebboune, dans les différentes régions frontalières, deviendront des espaces économiques aptes à renforcer l'intégration avec les pays voisins.

Il a souligné que ces projets stratégiques tels que la ligne ferroviaire Béchar-Tindouf-Gara Djebilet, la route Tindouf-Zouerate et la zone de libre-échange, créeront un espace économique axial vers l'Afrique via la Mauritanie. Il a estimé que l'Algérie ne considère pas l'Afrique uniquement comme un espace de profits, mais comme une profondeur stratégique fondée sur la coopération et la solidarité en faveur d'un développement conjoint et durable.

Le président du Conseil d'affaires algéro-mauritanien, Youssef El-Ghazi, a affirmé que la wilaya de Tindouf représente, aujourd'hui, l'un des modèles les plus concrets de cette orientation africaine, la décrivant non pas comme une simple zone frontalière, mais comme un espace en mutation progressive vers un véritable hub économique et logistique entre l'Algérie et la Mauritanie, et une porte d'entrée vers l'Afrique de l'Ouest, grâce aux grands projets en cours.

Il a ajouté que les relations entre l'Algérie et la Mauritanie ont connu ces dernières années une évolution notable, le volume des échanges commerciaux ayant augmenté en 2023 de 82 %, pour atteindre plus de 414 millions de dollars, après n'avoir pas dépassé 50 millions de dollars en 2019. Les exportations algériennes hors hydrocarbures vers la Mauritanie ont également progressé de plus de 90%, une dynamique qui se poursuit actuellement.

Mascara

Comment lutter contre la propagation du cancer du poumon ?

Les participants à une journée régionale de formation sur le cancer du poumon, organisée dimanche à Mascara, ont souligné la nécessité de renforcer la sensibilisation au sein de la société, afin de réduire la propagation de cette maladie en Algérie.

Le Dr Laid Laouar, spécialiste en oncologie au Centre Pierre-et-Marie-Curie d'Alger, a indiqué que la sensibilisation aux facteurs de risque tels que le tabagisme et l'exposition aux polluants constitue une étape fondamentale pour limiter la hausse des cas de cancer du poumon. Il a insisté sur le rôle central du médecin, généraliste ou spécialiste, dans l'information des patients et des citoyens sur la gravité de la maladie et ses causes principales.

Il a ajouté que le médecin est appelé à contribuer au travail de prévention de proximité grâce à son contact permanent avec les patients, ce qui permet de réduire le nombre de cas.

De son côté, le Dr Hadjer Adjroud, spécialiste en radiothérapie au même établissement, a rappelé que le cancer du poumon figure parmi les cancers les plus dangereux en Algérie, ce qui impose d'intensifier les efforts de sensibilisation et d'impliquer davantage les médecins. Elle a expliqué que la prévention, notamment par la lutte contre le tabagisme et l'exposition à la pollution atmosphérique, constitue un moyen efficace pour freiner la propagation de la maladie.

Dans le même sens, le Dr Redouane Benyahia, pneumologue au CHU Mustapha-Bacha d'Alger, a affirmé que le



diagnostic précoce et précis du cancer du poumon par des spécialistes améliore considérablement les chances de guérison, soulignant que le dépistage précoce demeure une étape déterminante pour augmenter les chances de survie.

Le Dr Mohamed Belkeban, spécialiste en oncologie, a mis l'accent sur l'importance de la formation continue pour renforcer les compétences des médecins dans la prise en charge des patients atteints de cancer du poumon. Il a expliqué que le diagnostic précoce, associé à des protocoles thérapeutiques modernes, contribue à réduire les cas graves et la mortalité.

Pour sa part, le Pr Imad-Eddine Aâdben, spécialiste en médecine nucléaire au CHU Mohamed-Lamine-Debaghine de Bab El Oued et président de la Société algérienne de médecine nucléaire, a souligné l'importance de l'immunothérapie, des thérapies ciblées et du rôle de

la médecine nucléaire dans le diagnostic et l'orientation thérapeutique, rappelant que ces techniques offrent une grande précision dans le dépistage du cancer du poumon. Par ailleurs, la représentante du ministère de la Santé, Nadia Bourkiche, a indiqué que cette rencontre régionale s'inscrit dans le cadre de la stratégie nationale de prévention et de lutte contre le cancer du poumon, visant à renforcer la sensibilisation sanitaire, réduire les facteurs de risque, principalement le tabagisme, et encourager le dépistage précoce.

A noter que cette journée régionale de formation a été organisée par le ministère de la Santé en coordination avec l'association nationale El-Amel, avec la participation des autorités locales, de médecins spécialistes en pneumologie et en oncologie, ainsi que de personnels paramédicaux des wilayas de Saïda, Sidi Bel-Abbes, Mostaganem et Relizane.

Naâma

Les chantiers de Sfisifa au menu du wali

La commune de Sfisifa et les villages y relevant, dans la wilaya de Naâma, enregistrent la réalisation de plusieurs projets de développement touchant divers secteurs, selon les services de la wilaya.

Selon la même source, ces projets ont fait l'objet d'une visite d'inspection du wali, Lou-nès Bouzegza. La tournée a notamment concerné un programme d'habitat en cours de réalisation comprenant 116 logements publics locatifs, 942 aides à l'habitat rural, ainsi que 156 lots de terrain aménagés destinés à l'auto-construction dans le cadre des lotissements

sociaux, après leur raccordement aux réseaux d'alimentation en eau potable et d'assainissement. Parmi ces lotissements, 147 logements sont actuellement en cours de construction. Le wali a également inspecté le chantier d'un nouveau CEM situé dans le quartier des logements ruraux du centre de la commune de Sfisifa. Le projet, dont le coût dépasse 219 millions de DA, prévoit un délai contractuel de huit mois et devrait être livré avant la prochaine rentrée scolaire. Dans le village de Benyakhou, relevant de la même commune, se poursuivent les travaux

de reconstruction d'un pont de 225 mètres sur la RN6. Une enveloppe financière d'environ 290 millions de DA a été allouée à cette opération, dont la livraison est annoncée pour la fin du premier trimestre de l'année prochaine.

La commune bénéficie également de projets de proximité, parmi lesquels une crèche d'enfants, une aire de jeux, ainsi que l'extension et l'aménagement de la mosquée Omar-Ibn-El-Khattab dans le quartier du vieux ksar. Ces projets s'inscrivent dans le cadre du programme de garantie et de solidarité des collectivités locales.

El Bayadh

Trois réseaux de trafic de drogue démantelés

La brigade de lutte contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes, relevant de la sûreté de la wilaya d'El Bayadh, est parvenue, au cours des deux dernières semaines du mois de novembre, à démanteler trois réseaux criminels spécialisés dans le trafic de drogues et de psychotropes, a indiqué un communiqué de la Sûreté de wilaya. Selon la même source, ces opérations s'inscrivent dans le cadre des efforts déployés pour lutter contre toutes les formes de criminalité, en

particulier le trafic de stupéfiants et de substances psychotropes. Les investigations ont permis le démantèlement de trois réseaux criminels composés de 13 individus, dont une femme, âgés entre 22 et 51 ans. Les opérations ont abouti à la saisie de 20 grammes de drogue dure (cocaïne), d'une somme d'argent provenant du trafic, de matériel utilisé dans l'activité criminelle, ainsi que plus de 160 grammes de résine de cannabis.

Les services de police ont également saisi plus de 350

comprimés de psychotropes et une quantité de boissons alcoolisées, en plus de l'arrestation de 11 suspects, tandis que deux autres sont toujours en fuite.

Après l'accomplissement des procédures légales, une procédure judiciaire a été engagée contre les suspects, qui ont été présentés devant le parquet du tribunal d'El Bayadh. Le juge d'instruction a ordonné le placement en détention provisoire de sept d'entre eux, tandis que les autres ont été placés sous contrôle judiciaire.

Le tramway à Sétif : ce que les plans n'ont pas vu

Lors de sa récente déclaration, le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, a affirmé que le tramway avait contribué à dénaturer le centre-ville de Sétif. Cette prise de position a suscité une véritable controverse, opposant partisans et détracteurs du projet, et relançant un débat nécessaire sur la manière dont l'infrastructure a transformé le cœur urbain.

Toufik Hedna *

Mais ce qui a le plus alimenté la controverse est la réaction d'une partie du milieu universitaire local, qui s'est mobilisée pour soutenir que le tramway n'aurait « rien détruit », puisqu'il ne ferait que traverser un simple « vide » entre des immeubles anciens déjà dégradés. C'est précisément cette justification, présentée comme une analyse urbaine, qui pose problème : elle confond utilité technique et réalité physique, géométrie abstraite et espace vécu. Elle révèle un fonctionnalisme à l'algérienne qui commence par tracer une ligne sur un plan et demande ensuite à la ville de s'y adapter, au lieu de partir de la ville pour concevoir le tracé.

Les grandes références de l'urbanisme contemporain – Kevin Lynch, Aldo Rossi, Gordon Cullen, Rob Krier – montrent pourtant l'inverse : l'espace dit « vide » n'est jamais un interstice neutre. Lynch explique que les rues structurent notre carte mentale autant que les bâtiments. Rossi rappelle que certains axes constituent une mémoire matérielle où se sédimente l'histoire urbaine. Cullen voit dans la rue une scène visuelle en mouvement, tandis que Krier insiste sur la rue comme une véritable pièce architecturale, avec ses proportions, ses limites et son ambiance.

Sur la rue de Constantine, ces dimensions étaient pleinement présentes : un espace planté, un corridor social, un parcours symbolique reliant Aïn Fouara à la cité des Cheminots et à Ledjane, un lieu de promenade où la ville se vivait autant qu'elle se traversait. Introduire le tramway dans cet axe n'a pas abattu de façades, mais a transformé la composition urbaine en profondeur. Les arbres ont disparu, les ombres ont été remplacées par des poteaux et des câbles, la minéralité du sol a renforcé les îlots de chaleur et la section de rue s'est durcie. Aïn Fouara s'est retrouvée encadrée par deux voies, comme si l'on avait serré une pince autour du cœur déjà fragile du centre.

Ce qui paraissait, sur les photos amateurs filtrées et dans les vidéos embellies – un tram étincelant glissant dans une perspective parfaitement cadrée, des pigeons s'envolant comme dans une carte postale – se révèle, dans la réalité quotidienne, une rue

plus chaude, plus dure, moins accueillante pour le piéton. Un espace lissé par l'image, mais vidé de sa cinétique, de sa spontanéité et, surtout, de son âme.

Le contrecoup le plus immédiat s'est ressenti dans la dynamique commerciale. La rue de Constantine vivait d'un flux piéton continu, d'allers-retours qui faisaient respirer les vitrines et animaient le centre-ville. L'insertion du tramway a rompu cet équilibre : les parcours se sont rigidifiés, la marche s'est affaiblie et le lien naturel entre trottoirs et commerces s'est distendu. Là où l'on promettait une revitalisation, on a assisté à un ralentissement durable de l'activité. Une rue de présence s'est muée en couloir de transit, et ce type de basculement ne profite jamais au cœur d'une ville.

À cette fracture spatiale et commerciale s'ajoute un phénomène plus discret, mais tout aussi révélateur : la saturation du réseau. Faute d'une vision globale de la mobilité, le tramway se retrouve pris dans des points de blocage qu'il accentue au lieu de les résorber. Carrefours mal hiérarchisés, croisements mal articulés avec la circulation routière, absence de requalification des voiries adjacentes : autant de nœuds où la ville se fige au lieu de se fluidifier. Un outil présenté comme moderne finit ainsi par ajouter de la contrainte à un tissu urbain déjà fragile, alors qu'il aurait dû l'alléger.

La contradiction est encore plus visible lorsqu'on observe ce qui est censé compléter le tram : des bus vétustes, parfois à la limite de la casse, qui assurent tant bien que mal les liaisons vers les quartiers non desservis. On a d'un côté une vitrine technologique, et de l'autre des carcasses roulantes chargées de rattraper les oublis du tracé. Cette coexistence raconte l'absence de vision systémique : on a privilégié l'image forte d'un tram en ville, sans articuler sérieusement tram, bus, taxis, marche et périphéries. Le discours de modernité se heurte à la réalité d'un réseau fragmenté.

Le tracé lui-même illustre ce défaut de vision globale. À peine un kilomètre avant la zone d'El Hassi, le tramway s'arrête sans la desservir, alors qu'il s'agit d'un pôle stratégique : point d'entrée et de sortie de l'autoroute Est-Ouest, carrefour vers de grands ensembles d'habi-

tat et secteur en forte densification. La même incohérence se répète plus loin : à quelques kilomètres de l'aéroport, le tramway n'assure aucune liaison structurante vers cette infrastructure majeure. Entre ces pôles, des quartiers populaires – dont certains parmi les plus denses – restent à l'écart du réseau, alors qu'ils sont précisément ceux qui ont le plus besoin d'un transport collectif fiable, lisible et digne. Le résultat est paradoxal : le tramway n'est ni un outil urbain connectant les grands points d'entrée, ni un réseau de proximité irriguant les quartiers. Il flotte dans la ville, traverse son centre, mais ne relie pas réellement ses périphéries.

Il ne s'agit pas ici de condamner le tramway en tant que mode de transport. Toute ville moderne a besoin de mobilités collectives fortes. Le problème est ailleurs : dans la méthode et dans le regard. La confusion entre le bâtiment délabré, qui relève d'une politique du patrimoine, et l'espace public, qui relève de l'urbanisme, empêche d'analyser lucidement les effets du projet. Tant que l'on considère la rue comme un simple support géométrique pour un tracé, on continue de faire passer les lignes avant les lieux.

Il est temps d'admettre que la ville ne se comprend pas depuis un bureau, ni à travers des images flatteuses diffusées sur les réseaux sociaux – ces cartes postales où des jeunes, par amour pour leur ville, montrent un décor lissé qui ne dit rien de la réalité vécue. L'urbanisme architectural se mesure sur le terrain, dans la pratique quotidienne, les pieds dans la rue, là où la ville respire, se heurte, se chauffe, se congestionne, se vit. C'est ce que savaient faire nos aînés : observer, écouter, ajuster, construire avec le réel et non contre lui.

Reconnaître l'erreur du tracé n'est pas un procès contre le progrès, mais la condition pour repenser enfin un réseau cohérent, capable d'accompagner les mobilités réelles, les besoins quotidiens et les transformations futures de la ville. L'essentiel n'est pas d'ajouter des lignes ou de multiplier les projets, mais de comprendre comment une cité respire, comment ses espaces vivent et comment ses habitants la pratiquent. La leçon est claire : moderniser ne suffit pas. Encore faut-il moderniser avec la ville, et non contre elle.

*Conseiller en architecture urbaine

Tipasa

Nouvelles extensions urbaines : le réseau électrique renforcé

Les infrastructures du réseau de distribution électrique de la wilaya de Tipasa ont été renforcées par la réalisation de six (6) transformateurs électriques au niveau des nouvelles extensions urbaines, selon la Direction locale de distribution de l'électricité et du gaz.

La réalisation de ces six nouveaux postes électriques d'une capacité de 630 kva s'inscrit dans le cadre des efforts visant à renforcer le réseau électrique en vue de développer et d'améliorer la qualité du service public, ainsi que la couverture de la demande croissante en énergie électrique.

Il s'agit notamment de la réalisation d'un transformateur électrique dotée d'une ligne de 900 mètres linéaires au niveau du Douar Serhane de la commune de Tipasa, ainsi que d'un autre poste avec un réseau de plus de 10.000 mètres linéaires au Douar Ben Nessah de la commune de Hattatba, des quartiers ayant connu des extensions urbaines nécessitant le renforcement de leur réseau par ces nouveaux équipements.

Deux autres postes électriques ont été réalisés dans la commune de Koléa, avec un réseau de 500 mètres linéaires, alors

qu'un autre poste a été mis en service au lieu-dit "Bab El Gharb" de la commune de Cherchell. Un 6e transformateur électrique a été installé au Douar Sidi Askar, dans les hauteurs de la commune montagnaise de Beni Milek, avec un réseau de 340 mètres linéaires.

Selon la même source, ces projets, destinés à assurer l'alimentation en énergie électrique de plus de 4.000 foyers, s'inscrivent dans le cadre des efforts de la Direction du secteur visant à renforcer et moderniser les infrastructures électriques, garantir la stabilité du réseau et améliorer la qualité du service.

Blida

74 demandes de cession du droit de concession agricole

L'antenne de Blida de l'Office national des terres agricoles (ONTA) a enregistré 74 demandes de cession du droit de concession agricole au profit d'un tiers.

Quelque 74 exploitants agricoles ont introduit des demandes de cession du droit de concession qui leur avait été accordé pour l'exploitation de terres agricoles dans le cadre de la loi 10-03 du 15 août 2010 fixant les modalités d'exploitation des terres agricoles relevant du domaine privé de l'Etat, a indiqué à l'APS le directeur local de l'ONTA, Yacine Ouania.

Il a souligné que la wilaya a été la première à délivrer un contrat de cession du droit de concession agrico-

le au profit d'un tiers, après approbation du wali, les autres dossiers étant en cours d'examen par la commission compétente, notamment au regard du droit de préemption.

L'Office a également réceptionné 29 demandes de régularisation, en application de l'instruction ministérielle n°815 du 21 mars 2024, émise par le ministère de l'Agriculture et du Développement rural pour la mise en œuvre du décret exécutif 24-55 du 23 janvier 2024 fixant les conditions d'attribution des terres agricoles du domaine privé de l'Etat pour la mise en valeur par concession, selon la même source.

M. Ouania a ajouté que la commission technique de

promotion de l'investissement agricole, présidée par le directeur général de l'ONTA, a approuvé l'ensemble des demandes déposées. Les procédures se poursuivent pour délivrer aux exploitants les attestations de qualification et contrats de concession leur permettant d'obtenir la carte d'agriculteur et d'accéder à l'ensemble des dispositifs publics de soutien destinés au développement du secteur.

Cette opération permettra également de traiter plusieurs dossiers en suspens liés aux périmètres agricoles, la wilaya comptant un seul périmètre de mise en valeur des terres dans la zone d'Amroussa, commune de Bouinane, selon la même source.

Skikda

L'annexe de médecine renforcée

L'annexe de médecine de l'université 20 août 1955 de Skikda vient de renforcer ses moyens pédagogiques par une table d'anatomie 3D pour dissection virtuelle, selon le recteur de cette université Pr. Toufik Boufendi.

Le même responsable a précisé à l'APS que cette table "la seconde du genre" réceptionnée par l'université de Skikda constituera un ap-

pui aux cours théoriques et travaux pratiques et permettra un encadrement de qualité des étudiants de médecine.

Cet appareil est un des meilleurs moyens pour enseigner l'anatomie et la physiologie et visualiser par une touche de doigt les plus infimes parties du corps humain, a ajouté le même responsable.

Mila

Plus de 200 foyers raccordés au réseau du gaz

B. Bousselah

Poursuivant sa série de visites à travers les communes de la wilaya pour faire l'état des lieux et agir sur l'amélioration du cadre de vie, le wali Fayçal Amrouche s'est rendu, dimanche, dans la commune de Teleghm. Il a procédé à la mise en ser-

vice du gaz de ville dans la mechta Ouled Braham au profit de 216 foyers. Ce projet d'un coût de 3,8 milliards de centimes sur un linéaire de plus de 14 km permettra aux habitants de ne plus dépendre de la bonbonne de gaz. A son retour au chef-lieu de la commune, le wali a visité le projet de l'hôpital de

60 lits en cours de réalisation. Le projet connaît un taux d'avancement de 85%. Le chef de l'exécutif local a appelé les parties concernées à garder la même cadence des travaux notamment durant cette période afin de livrer cet établissement hospitalier au courant du 1er semestre 2026.

Horaires des prières pour Alger et ses environs

11 jomada ethania 1447

El Fedjr
06h12

Dohr
12h38

Assar
15h14

Maghreb
17h35

Icha
18h59



Equipe Nationale - Alors que Deghmoum est pré-convoqué Mandi se blesse mais son entraîneur rassure

R. S.

Vladimir Petkovic devrait arrêter sa liste le 9 décembre prochain, après la phase de groupes de la Coupe Arabe. Entre temps, les mauvaises nouvelles continuent de s'abattre sur l'équipe nationale, déjà fragilisée par plusieurs indisponibilités. Après la blessure de Houssein Aouar (Al Ittihad), c'est désormais au tour de Mandi de connaître un coup d'arrêt inattendu. Énorme coup dur pour l'EN, à un peu plus de vingt jours du début de la CAN 2025. Le capitaine des Verts vient de se blesser, en Ligue 1, lors du match Lille-Havre. Le défenseur international algérien a dû quitter ses coéquipiers avant la pause en raison d'une gêne aux adducteurs.

En conférence de presse d'après match, son entraîneur Bruno Genesio a relativisé la situation : « C'est un souci aux adducteurs qu'il gère depuis un moment. Cette fois, il n'a pas pu passer outre, surtout avec la charge

des matchs. Mais il devrait être opérationnel pour vendredi ». Une nouvelle rassurante pour Lille, qui pourra compter sur son défenseur algérien pour le rendez-vous important contre l'O Marseille et pour l'EN. A l'heure actuelle, son club n'a pas encore communiqué officiellement sur la gravité de la blessure de Mandi, un élément important dans l'échiquier du staff technique national.

Un autre cas inquiète le sélectionneur national. Le gardien de but international Algérien Luca Zidane est resté sur le banc avec le Granada FC pour la deuxième fois consécutive. Reste à savoir si cette situation est passagère ou si elle est amenée à durer...

Par ailleurs, on vient d'apprendre que le coach national a présélectionné un nouveau visage pour la prochaine CAN. À trois semaines de la CAN 2025, prévue au Maroc, du 21 décembre au 18 janvier, un coin de voile se lève sur la liste élargie concoctée par Vladimir Petkovic. En effet, sur sa page

officielle 'Facebook', Al Masry a révélé avoir reçu une pré-convocation de la part du patron des Verts pour son joueur Abderrahim Deghmoum. Milieu offensif, Deghmoum fait partie des valeurs sûres du club basé à Port-Saïd (Egypte). Formé à l'ES Sétif, ce gaucher, capable d'évoluer également sur les ailes, a déjà disputé 15 matchs cette saison. Le tout pour 14 titularisations, 6 buts et 2 passes décisives. Débarqué en août 2022, il s'est rapidement imposé comme un indispensable des 'Aigles Verts'. Un temps freiné par une rupture des ligaments croisés, qui l'a tenu éloigné des terrains entre juin 2023 et avril 2024, Deghmoum a fait montre d'un mental d'acier pour parfaitement rebondir. Il avait fait ses preuves avec la sélection U23, où il compte quatre capes. Sa pré-convocation apparaît comme une récompense inespérée pour le concerné. Même si rien ne dit qu'il finira dans la liste finale. D'ici-là, le bonhomme serait inspiré de poursuivre sur sa lancée.

USM Alger Benchikha démissionne

M. Zeggai

Ce qui devait arriver arriva. En froid avec une partie du public depuis plusieurs semaines, Abdelhak Benchikha, a finalement craqué. Usé par une pression, plus ou moins inutile et les tensions persistantes, il a choisi de déposer les clés et de quitter son poste sans attendre. Fatigué par un climat devenu insupportable, Benchikha a pris la décision de s'en aller. Ainsi donc, d'après notre source, Benchikha a démissionné officiellement. Les critiques incessantes et l'ambiance hostile ont eu raison de sa dé-

termination. Si la critique est légitime, le dérapage ne l'est jamais. La violence verbale et les attaques personnelles n'appartiennent pas à notre culture sportive, affirment de nombreux fans usmistes qui étaient même ceux qui acceptaient l'idée de son départ. Les autres supporters estiment que ce n'est pas le moment. Aussi paradoxal que cela puisse paraître, cela est arrivé après que l'USMA ait remporté ses deux matches de la coupe de la CAF dont l'un à l'extérieur. Pour sa succession, deux noms sont évoqués : Abdelkader Amrani et Dziri Billel.

CS Constantine Tarek Arama dévoile les priorités du Chabab

Le directeur général par intérim de la SSAP/CSC, Tarek Amara, a tenu sa première conférence de presse depuis son installation. Le conférencier a affirmé disposer de «toutes les prérogatives nécessaires» et se présenter comme «le premier responsable du volet sportif», tout en soulignant sa coordination permanente avec le président et les membres du conseil d'administration. «Ces derniers sont prêts à apporter tout le soutien nécessaire», a-t-il dit.

A propos des objectifs, Tarek Amara a indiqué que «nous voulons terminer la phase aller à une position confortable et aller le plus loin possible en coupe d'Algérie». Il a rappelé qu'il mesure l'importance de 'Dame Coupe' pour les Sanafirs. Le nouveau responsable du CSC a également lancé un appel direct au public constantinois pour rester derrière son équipe. Concernant le dossier des transferts, Tarek Arama a tenu à rappeler les conditions imposées

par la fédération algérienne de football pour permettre aux clubs de renforcer leurs effectifs : une situation financière solide en cas de dépassement du seuil exigé, le respect du quota de temps de jeu pour les jeunes ainsi que d'autres exigences réglementaires. Enfin, il a annoncé que la priorité du club consiste à «lever la décision d'interdiction de recrutement» et à «régler dans les plus brefs délais les litiges urgents».

M. Z.

CAN-2026 féminine (préparation) L'Algérie et le Kenya se neutralisent

La sélection nationale féminine de football, a fait match nul face à son homologue kényane 1-1, au stade Mustapha-Tchaker de Blida, en prévision de la Coupe d'Afrique des Nations CAN-2026. Les «Harambee Starlets» ont ouvert le score grâce à Adam Mwanalima (65e), avant que les Algériennes n'égalisent dans le temps additionnel par Inès Belloumou (90e+2). Lors du premier test ayant opposé les deux équipes, mercredi au même

stade, l'Algérie s'est imposée (2-1), grâce à un doublé de Roselène Khezami (47e, 90e).

Pour rappel, l'équipe nationale féminine de football, avait validé son ticket pour la phase finale de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2026, après sa victoire en aller et retour face au Cameroun (2-1) à Oran et 1-0 à Douala en octobre dernier.

Les Algériennes avaient atteint le 2e et dernier tour qualificatif de la CAN 2026, en dominant en février

dernier le Soudan du Sud, dans les deux manches : aller : 5-0, retour : 3-0. L'Algérie prendra part pour la 7e fois de son histoire à la phase finale de la CAN, et la deuxième fois de rang, après celle de 2024, qui a vu les joueuses du coach national, Farid Benstiti, réaliser une performance historique, en atteignant les quarts de finale, avant de s'incliner devant le Ghana aux tirs au but. La phase finale de la CAN-2026 se déroulera du 17 mars au 3 avril prochain.

Les Verts de l'Europe Feyenoord : Hadj Moussa artisan du succès de son équipe



L'ailier international algérien de Feyenoord Rotterdam, Anis Hadj Moussa, a grandement contribué à la victoire de son équipe, en déplacement face à Telstar (2-1), pour le compte de la 14e journée du championnat néerlandais.

Les visiteurs ont ouvert le score par le Japonais Ayase Ueda (25e), sur une passe décisive du joueur algérien, ce dernier s'est transformé en buteur pour faire le break en seconde période,

d'un tir du pied gauche en pleine surface (63e). Titularisé, le joueur algérien de 23 ans a joué l'intégralité de la rencontre. Une nouvelle réalisation qui lui permet d'atteindre la barre de 5 buts en championnat, et six, toutes compétitions confondues. Grâce à cette victoire, Feyenoord conforte sa place de dauphin avec 31 points, à six longueurs du leader, le PSV Eindhoven, vainqueur à domicile face au FC Volendam (3-0).

Suisse : Un but d'anthologie de Hadjam



Jaouen Hadjam a encore fait des merveilles. L'international algérien a marqué un but de brésilien face au Servette Genève.

Les Young Boys étaient en déplacement à Genève pour affronter le Servette pour la dernière journée du championnat de Suisse avant la trêve hivernale et le latéral gauche Algérien a fait sensation. Ce match aura été une course poursuite entre

les deux équipes, puisque Young Boys a mené quatre fois avant de se faire égaliser à chaque fois.

Le score était à 3-3, lorsque à la 68', Hadjam ne se débarrasse de trois adversaires, avant de filer vers la surface entre trois autres et en éliminer un septième avant d'envoyer un boulet de canon dans la lucarne après une course de près de 40 mètres ! Un but d'anthologie.

Suisse : Ahmed Kendouci reprend la compétition

L'international Algérien Ahmed Kendouci a disputé ses premières minutes en Europe après des mois d'arrêt suite à une grave blessure. Il avait fait sa première apparition sur le banc la semaine dernière lors d'une défaite à domicile face à l'équipe de Saint-Gall de Carlo Boukhalfa, il a rechaussé les crampons. Remplaçant hier face au FC Sion, toujours à domicile, il a été in-

corporé à la 75', alors que le score était de 1-1.

Il a joué 15 minutes, durant lesquelles il a touché 12 ballons et réussi 100% de ses 8 passes. Pièce importante du dispositif de Vladimir Petkovic, Kendouci avait même été titularisé deux fois lors des derniers stages auxquels il avait pris part, avant la fracture du tibia qu'il a subit le 12 avril dernier.

CONDOLÉANCES

Le Président-Directeur Général, les membres du conseil d'Administration et le collectif de la SPA ORAN-PRESSE «Le Quotidien d'Oran» présentent leurs sincères condoléances à la famille **ZIANI** proches et alliés, à la suite du décès de leur ami et frère **ZIANI Mohamed** et les assurent de leur profonde compassion. Puisse Dieu Le Tout-Puissant accueillir le défunt en Son Vaste Paradis.



Office public de l'Huissier de Justice
Maître TAHRAOUI BAHOU, Huissier de Justice près le Tribunal d'Arzew
Ancien Commissaire priseur.
Adresse : Avenu El Qods – Arzew. Tél : 0554.10.14.48 / 0660.80.11.01
E-mail : maître.tahraoui-b@live.fr



Avis de vente aux enchères publiques uniquement sur soumissions cachetées.

Il sera procédé le 11 décembre 2025 à 11h00 à la vente aux enchères publiques au profit de :
‘Optimum télécom Algérie S.P.A’ du matériel usagé et hors service détaillé ci-dessous :

Lots	Désignation
01	• Environ 833 batteries industrielles de télécommunication : (déjà consommées et hors service, certaines unités sont endommagées)
02	• Lot d'informatique : Unités centrales + Ecrans + Imprimantes, différentes marques + Scanner compteuses de billets + téléviseurs + autres accessoires informatiques et périphériques (claviers, câbles...etc..)
03	• Divers Matériels : 1. Lot de climatiseurs différentes marques : Samsung + LG + Proclim + Eniem + Carrie... (unités intérieures / unité extérieures) 2. Lot de mobiliers de bureau : chaises + bureaux + fauteuils + tables + armoires + banquettes métalliques...etc... 3. Lot d'équipements divers : Plateaux métalliques + Réfrigérateurs + Machines à café + Micro ondes + Rideau avec axe + support mural + podium + panneaux clar + coffres + panneau en aluminium avec porte + Lampshades + vélo d'exercice intérieur + tapis de course + poufs + chevalets de dessins + trepieds + karcher K5 + cuisinières à 6 feux + plateaux pour rayonnage + enseignes lumineuses + fontaine d'eau...etc

Remarque importante : La vente du lot n° 01 est strictement réservée aux détenteurs d'un Agrément délivré par le Ministre de l'Environnement pour la collecte, le transport ou le traitement des déchets dangereux et dûment habilités par les autorités compétentes.

Conditions de participation : Vente sans garantie et en l'état

- Visite et participation à la vente aux enchères publiques réservées uniquement aux détenteurs d'un cahier des charges délivré par le cabinet de l'huissier de Justice contre paiement 3.000 DA
- Le paiement de la caution de garantie (Indiqué dans le cahier des charges) pour chaque lot et le dépôt de soumissions se feront avant le jour de la vente aux enchères.
Au plus tard le 10 décembre 2025 avant 16H00 (Aucune soumission ne sera acceptée le jour de la vente).

L'Huissier de Justice
Maître B. TAHRAOUI

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE
UNIVERSITE DE TISSEMSILT
Adresse : Route de BOUGARA TISSEMSILT
NIF 423020000380027

AVIS DE MODIFICATION DE L'ATTRIBUTION PROVISOIRE

Conformément à la Loi n° 23-12 du 5 août 2023 fixant les règles générales relatives aux marchés publics et aux dispositions de l'article 65 du décret présidentiel N°15-247 du 16 septembre 2015, portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, Le Directeur de L'Université de Tissemsilt informe l'ensemble des soumissionnaires concernés par L'Appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales n° : 01/UT/DDPO/2025, du 30/06/2025 portant : Acquisition des équipements pour le FABLAB au profil de l'Université Tissemsilt

Lot 01 : Fabrication Mécanique
Lot 02 : Ateliers électroniques
Lot 03 : Atelier Mécanique
Lot 04 : Ateliers Numériques
Lot 05 : Equipements Informatique

L'avis d'attribution provisoire publiée le 30/10/2025 (quotidien d'Oran) et le 02/11/2025 (El clasico) est modifiée, le projet est attribué à titre provisoire à :

Lot	Désignation du soumissionnaire	Offre financière		Délais (jour)	Observation
		Soumission	corrigé		
Lot 01 : Fabrication Mécanique	SARL ENTEC NIF : 099923006264183	13 995 471.00	13 995 471.00	210	Offre économiquement la plus avantageuse
Lot 02 : Ateliers électroniques	/	/	/	/	Infructueux
Lot 03 : Atelier Mécanique	SARL ENTEC NIF : 099923006264183	5 174 953.00	5 170 788.00	210	Offre économiquement la plus avantageuse
Lot 04 : Ateliers Numériques	/	/	/	/	Infructueux
Lot 05 : Equipements Informatique	GOLDEN BIRD SUPPLY NIF : 192380102332163	4 267 340.00	4 267 340.00	03	Offre économiquement la plus avantageuse

Tout soumissionnaire qui conteste ce choix, peut introduire un recours auprès de la commission sectorielles des marchés dans un délai de dix (10) jours, à compter de la première parution du présent avis et ce conformément à l'article 82 du décret sus cité.

ANEP N° 2531015603 Le Quotidien d'Oran 02/12/2025

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR
ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE
UNIVERSITE IBN KHALDOUN DE TIARET
Site Web: www.univ-tiaret.dz
B. P. 78 Tiaret 14000. NIF : 412020300140056

AVIS D'APPEL D'OFFRE NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCES DES CAPACITES MINIMALES N° :27/UKT/2025

L'Université Ibn Khaldoun de Tiaret lance un avis d'appel d'offre national ouvert avec exigences des capacités minimales de l'opération « Renforcement de l'équipement du hall technologique de l'Université de Tiaret », pour les lots :

Lot n° 07 : Kits de formation spécialisée.
Lot n° 08 : Instrumentation Industrielle/laboratoire.
Lot n° 09 : Plateforme numérique avancée

Le présent avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales est destiné à tous les opérateurs économiques - personnes physiques et morales- qui répondent aux conditions suivantes :

Capacités professionnelles : Le soumissionnaire doit exercer l'activité de Fabric. nt, Importateur et revendeur en gros ou détail, disposant d'un registre de commerce électronique dont les immatriculations sont principales ou secondaires.

Capacités financières : Ayant des capacités financières susceptibles de lui permettre une prise en charge du projet soit un chiffre moyen (CAM) des Trois (03) dernières années précédant l'année de lancement de l'appel d'offres défini comme suit CAM ≥ 1 000 000,00 DA visées par les services des impôts.

Capacités techniques : Ayant déjà exécuté au moins une opération de même nature à ce projet, justifiée par une attestation de bonne exécution délivrée par le maître d'ouvrage public

Les candidats intéressés par le présent avis peuvent retirer le cahier des charges auprès de monsieur le régisseur de l'université de Tiaret sis rectorat (3ème étage) en face de la place ALN route d'Alger contre le paiement d'une somme de 2000 DA en espèces.

Les documents exigés en cours de validité, seront présentés comme suit :

Le dossier de candidature contient :

1. - Une déclaration de candidature dûment renseignée datée et signée.
2. - une déclaration de probité dûment renseignée datée et signée.
3. - les statuts pour les sociétés (personnes morales).
4. - Les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise.
5. - Tout document permettant d'évaluer les capacités des candidats, des soumissionnaires ou, le cas échéant, des sous-traitants :
6. Copie d'attestation de dépôt des comptes sociaux pour les sociétés

L'offre technique contient :

1. -La déclaration à souscrire remplie, cachetée, signée et datée.
2. - Le cahier des charges rempli, cacheté, signé et daté, portant à la dernière page la mention manuscrite « Lu et accepté ».
3. -Une mémoire technique justificatif, signé et daté
4. -Planning de livraison, d'installation et de mise en service des équipements, cacheté, signé et daté.
5. - Engagement pour garantie technique des équipements cacheté, signé et daté.
6. - Engagement pour service après-vente cacheté, signé et daté.
7. - Fiche technique anonyme des équipements et catalogues avec photos en couleur ou prospectus détaillé pour chaque position

L'offre financière contient :

- La lettre de soumission jointe au cahier des charges, remplie, cachetée, signée et datée.
- Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) joint au cahier des charges, rempli, cacheté, signé et daté.
- Le Devis Quantitatif et Estimatif (DQE) joint au cahier des charges, rempli, cacheté, signé et daté.

Les enveloppes relatives aux dossiers de candidature (E1), offres techniques (E2) et offres financières (E3) seront contenues dans un pli anonyme (E4), sans aucune inscription ou marque permettant l'identification du soumissionnaire, portant seulement la mention suivante :

« A n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres »
Avis d'appel d'offre national ouvert avec exigence de capacités minimale N° :27/UKT/2025
« Renforcement de l'équipement du hall technologique de l'université de Tiaret »

Le délai limite accordé aux soumissionnaires pour la préparation de leurs offres est fixé à vingt et un (21) jours à partir de la date de la première parution du présent avis dans les organes de presse (quotidiens nationaux et le journal électronique) ou le BOMOP. Le dépôt des offres se fera au dernier jour de la durée de préparation des offres de huit heure (8h00) à treize heure (13h00) au niveau vice rectorat du développement, de la prospective et de l'orientation 5ème étage de l'université Ibn Khaldoun de Tiaret, en face de la place ALN route d'Alger. Les soumissionnaires sont cordialement invités à assister à la séance d'ouverture des plis qui aura lieu le même jour à 13h 30 et au même lieu du dépôt des offres. Les offres incomplètes ou non conformes aux spécifications du cahier des charges sont considérées comme nulles et rejetées par la commission compétente. Les offres sont valables durant la période de leur préparation et y resteront : valables pour un délai de cent onze (111) jours.

ANEP N° 2531015667 Le Quotidien d'Oran 02/12/2025

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA D'ORAN
DAIRA D'AIN EL - TURCK
COMMUNE MERS EL KEBIR

AVIS D'APPEL D'OFFRE NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES

Le président de l'assemblée populaire communale de MERS EL KEBIR lance un avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales conformément aux dispositions des articles 40,42, et 44 du décret présidentiel n°15-247 du 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, la loi 12/23 du 03 aout 2023 portant les règles générales relative aux marchés relatives aux marche publique .
Concernant le projet :

REHABILITATION DE LA SALLE DES SOINS HAÏ OUANCHARIS

Les entreprises qualifiées en travaux bâtiment catégorie (03) et plus comme activité principale + avoir réalisé deux opération de la même nature ou équivalente

Chiffre d'affaire 22, 23, 24 :10 000 000.00da et plus .

Chaque offre dans les délais d'exécution dépassent deux (02) mois sera exclus techniquement.
et intéressées par le présent avis, peuvent retirer le cahier des charges auprès du service des marchés de la commune De MERS EL KEBIR contre le paiement de 5.000,00 DA représentant les frais de reproduction, à l'adresse suivante : Commune De MERS EL KEBIR

Les offres doivent comporter un dossier de candidature, une offre technique et une offre financière.

A-DOSSIER DE CANDIDATURE :

- ❖ la déclaration de candidature (selon model joint) remplie, datée et signée.
- ❖ La déclaration de probité (selon model joint) remplie, datée et signée.
- ❖ Certificat de qualification et de classification en cours de validité 03 et plus, (activité principale travaux bâtiment) avoir réalisés deux opération de la même nature ou équivalente.
- ❖ Casier judiciaire en cours de validité
- ❖ Copie de l'extrait de rôle de moins de trois (03) mois apuré ou échéance de paiement
- ❖ Références professionnelle pour des projets similaires (attestations délivrées par divers services contractant publics)
- ❖ Numéro d'identification fiscale (NIF).
- ❖ Attestation de mise à jour CNAS- CASNOS et CACOBATH. en cours de validité.
- ❖ Bilans fiscaux des trois (03) derniers exercices 2022-2023-2024, dûment visés par les impôts ou commissaire aux comptes
- ❖ copie du registre de commerce électronique
- ❖ La liste des moyens matériels+cartes grises au nom de propriétaire avec assurance obligatoire en cours de validité pour les moyens matériels roulant, et des factures d'achat et un PV d'inventaire pour les moyens matériels non roulant.
- ❖ La liste des moyens humains (encadrement destiné au projet avec Leurs CV et diplôme) déclaration à la CNAS en cours la validité .
- ❖ Les statuts pour les sociétés.
- ❖ Attestation de solvabilité bancaire

B-OFFRE TECHNIQUE :

- ❖ La déclaration à souscrire (selon model joint) daté et signé.
- ❖ Le cahier des charges, signé et paraphé avec la mention « lu et accepté » écrite à la main.
- ❖ Un planning de réalisation des travaux établi par le soumissionnaire signé et paraphé.
- ❖ Mémoire technique justificative dûment remplis.

C- OFFRE FINANCIERE :

- L'enveloppe relative à cette offre contient les pièces suivantes (documents remplis et signés et paraphés).
- La lettre de soumission (selon modèle ci-joint) signé et paraphé;
- Devis quantitatif estimatif remplis et visé.
- Bordereau des prix unitaires remplis et visé.
- Chaque Offres est insérée dans une enveloppe fermée et cachetée indiquant la référence et l'objet de l'appel d'offre indiqués ci-dessus-ainsi que la mention « Dossier de candidature », « offre technique » et « offre financière » selon le cas. Les trois enveloppes sont mises dans une autre enveloppe anonyme, comportant la mention
« Soumission à ne pas ouvrir – appel d'offre N°...../2025

REHABILITATION DE LA SALLE DE SOIN HAÏ OUANCHARIS

La durée de préparation des offres est fixée à huit jours (08) – à compter de la première parution du présent avis dans les presses nationales ou le BOMOP.
La séance d'ouverture des plis se tiendra le même jour ouvrable correspondant à la date limite de dépôt des offres à 10H00 les

Soumissionnaires sont cordialement invités à y assister à 10 h

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée de 98 jours à compter première parution dans les journaux.

FAIT A MERS EL KEBIR LE : 25/11/2025
LE PRÉSIDENT DE L'APC

ANEP N° 2531015573 Le Quotidien d'Oran 02/12/2025

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE CHLEF
DAIRA ABOU EL HASSANE
COMMUNE DE TALASSA
NIF : 02140177331

Avis d'appel d'offres exigence de capacité Minimale
N° 04 /2025

La Commune de talassa lance un appel d'offre exigence de capacité Minimale N°04/2025 pour
L'approvisionnement des cantines scolaires pour année financière 2026 alloti comme suit :

LOT N°01 : Approvisionnement en produits protéines.

LOT N°02 : Approvisionnement en légumes et Fruits.

LOT N°03 : Approvisionnement en Alimentation générale.

LOT N°04 : Approvisionnement en pain

Les fournisseurs intéressés par le présent offre et qui ont un registre de commerce en boucherie pour lot n 01 ; légumes et fruits pour lot n 02; alimentation générales pour lot n 03 et boulangerie pour lot n 04 peuvent se présenter au bureau des marchés publics de l'APC de Talassa pour retirer le cahier des charges contre paiement d'un montant de 10.000.00 DA.

Les offres doivent comporter un dossier de candidature, un offre technique et une offre financière sont insérées dans des enveloppes séparées et cachetées, indiquant la dénomination de fournisseur, la référence et l'objet de l'appel d'offre ainsi que la mention «dossier de candidature », « offre technique » ou « offre financière », selon le cas. Ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme, comportant la mention « à n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres Appel d'offres exigence de capacité Minimale N°04/2025

L objet de l appel d offres

A monsieur le responsable d'A.P.C de talassa

L'offre doit être accompagnée d'un dossier réglementaire comprenant les pièces suivantes :

1-Le dossier de candidature contient :

- Une déclaration de candidature renseignée soigneusement en totalité daté signé et paraphée.
- Déclaration de probité renseignée soigneusement en totalité daté signé et paraphée.
- les statuts pour les sociétés
- les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager fournisseur.
- une Copie de l'extrait du registre commerce électronique.
- une copie de la carte d'identification fiscale.
- les bilans financiers des trois dernières années (2022-2023-2024) portant accuse de réception par les services des impôts compétentes et vise par un commissaire au compte ou par un comptable agréé
- attestation de mise à jour d'assurances une (CASNOS - CNAS) (nom expiré)

2- Offre technique :

- Déclaration à souscrire dûment renseignée soigneusement en totalité daté signé et paraphée
 - Cahier des charges remplis, signé et paraphée par le soumissionnaire portant dans sa dernière page la Mention manuscrite « lu et accepté » + Reçus de versement du cahier des charges.
 - un mémoire technique justificatif.
- Remarque : le reste des détails de la liste complète des documents et documents requis vous devez vous référer aux dispositions du cahier de charge.

3-Offre Financière:

- Lettre de soumission renseignée soigneusement en totalité daté signé et paraphée
- Bordereau des prix unitaires rempli soigneusement en totalité daté signé et paraphée
- Devis quantitatif et estimatif rempli soigneusement en totalité daté signé et paraphée

Le délai de préparation des offres est fixe à Dix (10) jours à compter de la première date de parution dans les quotidiens nationaux, de la langue nationale et étrangère ou (BOMOP) ; la date de dépôt des offres est fixée le dernier jour de préparation des offres à partir du 08h 00 du matin au 11.00 matin et l'ouverture des plis aura lieu au à (11h :05), le..... si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la date de dépôt des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant à la même heure. Cet avis tiendra lieu de convocation à tous les fournisseurs participants au siège de l'APC de Talassa.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant 90 jours à partir du dernier jour de délai de préparation des offres.

APC TALASSA

ANEP N° 2531015671 Le Quotidien d'Oran 02/12/2025

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE TLEMCEM
DIRECTION DE L'URBANISME, DE L'ARCHITECTURE
ET DE LA CONSTRUCTION
PLACE 1^{ER} MAI
Tel: 043-26-32-83

MISE EN DEMEURE

(1^{er} mise en demeure)

L'entreprise **BOUMEDIENE LATIFA**, sise à la rue Mechrra Mohamed local n° 03 Naamatitulaire du marché N° 102/2025 relatif au Lot n°07:travaux de voirie HAI BORDJà travers la circonscription administrative ARICHA, est mise en demeure de reprendre les travaux et renforcer le chantier en moyens humains et matériels dans les 24 heures à partir de la parution de la présente mise en demeure dans la presse.

Faute de quoi, des mesures réglementaires seront appliquées à l'encontre de l'entreprise.

LE DIRECTEUR

ANEP N° 2531015672 Le Quotidien d'Oran 02/12/2025

Importante entreprise nationale recrute

Diplôme : Ingénieur d'état ou Master 02 en :

- Génie civil
- Architecture
- Hydraulique
- Hygiène & Sécurité & Environnement

Expérience : Minimum 03 ans dans le domaine.

Exigence : Maitrise de la langue Anglais.

Résidence : Oran et Environs.

Lieu de travail : Divers projets implantés au niveau du territoire national.

Avantages : Divers avantages selon la compétence.

Mail : recrutementgcb.dro@gmail.com

ANEP N° 253101138 Le Quotidien d'Oran 02/12/2025

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTERE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME, DE LA VILLE ET DE L'AMENAGEMENT DE TERRETOIRE
WILAYA DE BECHAR
DIRECTION DES EQUIPEMENTS PUBLICS
N/F 099808019086701

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE

Conformément aux dispositions de l'article 65 du décret présidentiel N°15-247 du 16 Septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, la Direction des équipements publics de la Wilaya de Béchar informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'avis d'appel d'offres ouvert avec exigences de capacités minimales N° : 039/DEP/2025, portant sur la réalisation d'une école primaire type « B » à Hai El Mongar, commune de Béchar, Lot : Cantine Scolaire 200R, paru au quotidiens nationale « الدويان » le 19/10/2025 en langue arabe, Qu'à l'issue de l'évaluation des offres conformément aux critères prévus dans le cahier des charges, le marché est attribué provisoirement conformément aux critères prévus dans le cahier des charges à :

Projet	Entreprise	NIF	Montant proposé en TTC en DA	Montant après correction en TTC en DA	Délai d'exécution	Note technique	OBS
la réalisation d'une école primaire type « B » à Hai El Mongar, commune de Béchar, Lot : Cantine Scolaire 200R.	Kerroumi Mustapha	183080100698150	17 199 730,45	17 124 105,95	Six (06) Mois	48,00	Offre moins disante préqualifiée

Les soumissionnaires intéressés à prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation des offres candidatures, techniques et financières, sont invités à se rapprocher des services de la Direction des Equipements Publics de la Wilaya de Béchar au plus tard trois (03) jours à compter de la date de la première parution du présent avis, conformément à l'article 82 du décret présidentiel susmentionné. Tout soumissionnaire qui conteste ce choix peut introduire un recours auprès de la commission des marchés publics de la wilaya de Béchar dans un délai de dix (10) jours à compter de la date de la première parution du présent avis dans BOMOP ou dans l'un des quotidiens nationaux, si le dixième jour coïncide avec un jours férié ou un jour de repos légal, la date limite pour introduire un recours est prorogée au jour ouvrable, conformément aux dispositions de l'article 82 du décret présidentiel susmentionné.

Tout recours doit être accompagné d'une copie de présent avis d'attribution provisoire et qui sera envoyé au secrétariat de la commission des marchés publics de la wilaya de Béchar.

Le Directeur

ANEP N° 2531015569 Le Quotidien d'Oran 02/12/2025

2

09:55 Bel & Bien ensemble
10:50 Chacun son tour
11:55 Tout le monde veut prendre sa place
13:00 Journal 13h00
13:55 Ça commence aujourd'hui
16:15 Affaire conclue, tout le monde a quelque chose à vendre
18:05 Tout le monde a son mot à dire
18:40 N'oubliez pas les paroles
20:00 Journal 20h00

21:10 Notre Histoire de France



Saison 2 - Episode 5 / 6 : Bonaparte et Joséphine, un couple impérial

Dans une France en quête de stabilité après les tumultes révolutionnaires, un jeune général corse émerge : Napoléon Bonaparte. Stratège audacieux et visionnaire, il gravit les échelons du pouvoir à une vitesse fulgurante, remportant des victoires éclatantes, qui font de lui un héros national. Mais, derrière les faits d'armes du chef de guerre se dessine une histoire d'amour aussi passionnée que complexe avec Joséphine de Beauharnais. Leur union, marquée par des doutes, des intrigues et une volonté commune de grandeur, devient le socle d'une ascension politique inédite.

3

09:15 ICI dans votre région
10:50 Le goût des rencontres...
11:20 Flavie en France
12:05 Outremer.l'info
12:26 ICI 12/13
17:25 Duels en familles
18:00 Slam
19:10 Hors la ville
19:15 ICI 19/20 édition toutes régions
19:50 On vous emmène ici
20:00 Tout le sport
20:25 Un si grand soleil

21:10 Tom et Lola



Saison 2 - Episode 3 / 12 : Immortelle

À l'Ifremer, centre de recherche en biologie marine, un professeur est retrouvé mort, repêché d'une cuve, le crâne brisé. Très vite, Tom et Lola soupçonnent que ses travaux confidentiels, entourés de secrets jalousement gardés, dissimulent une vérité plus sombre qu'il n'y paraît. Alors que Gaëlle s'apprête à pratiquer le post mortem, l'impensable survient : le cadavre disparaît de l'Institut médico-légal, comme s'il s'était relevé d'entre les morts.

4

09:10 Les Dalton
10:00 Il était une fois... la vie
10:50 Manger, bouger, dormir
12:27 Potobot
13:30 C'est toujours pas sorcier
13:45 ASKIP
14:46 Trop cool, Scooby-Doo !
15:20 Héros à moitié
15:55 Molusco
17:30 Okoo-koo
17:46 Oscar & Malika...
18:33 Bluey
18:55 Football : Ligue des nations féminine

21:05 La Murder Party d'Elodie Arnould au Festival Arcomik



Le festival Arcomik 2025 de Saint-Étienne accueille Elodie Arnould. Pour cette occasion spéciale, elle devient l'enquêtrice en chef de son "Murder Gala" à La Forge au Chambon Feugerolles. Ce spectacle est écrit sous forme de pièce de théâtre, au cours de laquelle les protagonistes invités, Florian Lex, Donel Jack'sman, Swann Périssé, Candiie Shoo, Umut Koker, le trio LEJ et Aliciia sont suspectés du meurtre de Jean-Luc Lemoine.....

5

09:35 Des trains pas comme les autres
10:05 Mag de la santé
11:05 Corée du Sud, leçons de gastronomie
11:55 Big Bend, la frontière...
13:00 Les 100 lieux qu'il faut voir
13:35 Mag de la santé
14:40 Des trains pas comme les autres
15:03 Imprévu
16:55 C pas si loin
17:25 C dans l'air...
17:40 C dans l'air
18:55 C à vous
20:00 Vu
20:05 C à vous la...
21:05 France-Japon, l'amour food
21:55 Des joujoux par milliers

09:25 Les secrets du Parthénon
10:45 La Loire, des châteaux à l'estuaire
11:30 Démocraties animales
12:25 La route de la soie..
13:00 Angleterre : agir quand le bazar s'accumule
15:50 Danger sur les rails
17:20 Invitation au voyage
18:55 Voyage en cuisine
19:45 Arte journal
20:05 28 minutes
20:50 Le dessous des cartes : l'essentiel
22:15 Dans l'enfer des prisons syriennes
23:10 Syrie, Assad et après

arte

TMC

10:20 Mon petit mensonge de Noël
12:05 Coup de foudre au village de Noël
13:50 Petits plats en équilibre
13:55 Monk
18:20 Petits plats en équilibre
18:25 L'avant Quotidien
19:15 Quotidien, première partie
20:10 Quotidien, deuxième partie
20:45 Quotidien
21:25 Têtes plongeantes : Faire équipe pour la santé mentale
22:30 90' Enquêtes



TF1 21:10

Harry Potter et les Reliques de la mort : 1re partie

Acteur: Daniel Radcliffe (Harry Potter), Emma Watson (Hermione Granger), Rupert Grint (Ron Weasley),....

Dumbledore est mort. Désormais, Harry, Hermione et Ron devront se débrouiller seuls, sans l'aide de leurs professeurs et sans la protection du sorcier bienveillant. Pour protéger ses parents, Hermione décide de s'effacer de leurs souvenirs. Alors que Harry voyage en compagnie de Hagrid grâce aux membres de l'Ordre du Phénix, qui ont organisé sa fuite, il est repéré par Voldemort. Protégé par sa chouette, Harry parvient à arriver chez Ron. Les Weasley se préparent à fêter le mariage de Bill et de Fleur....



CINE+ family 22.31

HERCULE ET SHERLOCK

Acteur: Christophe Lambert (Vincent), Richard Anconina (Bruno), Philippine Leroy-Beaulieu (Marie), Roland Blanche (Antoine Morand),...

A Marseille, le truand Antoine Morand attend la livraison d'une caisse contenant des faux billets. Mais il se fait arrêter par la police. Il n'a plus qu'une idée en tête : récupérer son magot. La caisse est dissimulée dans un entrepôt. Morand découvre alors à la télé, Hercule et Sherlock, deux chiens dressés à détecter la fausse monnaie. Il ordonne à Vincent et Bruno, deux voyous qui ne se supportent pas, de les enlever.



CANAL+ CINEMA 22.43

RANSOMED

Acteur: Ha Jung-woo (Min-joon), Ju Ji-hoon (Pan-soo), Im Hyeong-gook (Oh Jae-seok),...

A Beyrouth, en 1986. Oh Jae-seok, secrétaire de l'ambassade de la République de Corée du Sud, est enlevé et séquestré. Vingt et un mois plus tard, Lee Min-Jun, jeune diplomate ambitieux, reçoit un message codé de son collègue. Il propose alors de partir pour le Liban pour tenter de le retrouver et de le ramener au pays. Sur place, il rencontre Kim Pan-su, un chauffeur de taxi coréen expatrié, qui devient son guide...

TÉLÉVISION

TF1

09:55 Têleshopping
10:55 Les Feux de l'amour
11:50 Les douze coups de midi
12:55 Petits plats en équilibre
13:00 JT 13h
14:00 Plus belle la vie, encore plus belle
14:25 Joyeux Noël, docteur Williams !
16:00 En route pour Noël
17:30 Star Academy, la quotidienne
18:30 Ici tout commence
19:10 Demain nous appartient
20:00 JT 20h

23:30 Harry Potter : Les Sorciers de la pâtisserie



Aux studios Warner Bros près de Londres, au milieu des décors de la saga Harry Potter, les inoubliables frères jumeaux Weasley, James et Oliver Phelps, ont invité des pâtissiers expérimentés venus des tous horizons à participer à une compétition pleine de magie. Au départ, neuf binômes doivent se départager sur des créations extravagantes mesurant au moins 60 cm de haut, inspirées de l'univers de l'apprenti sorcier. À l'issue de cette première épreuve de six heures, les concurrents doivent présenter leur gâteau sur la plateforme 9 ¾ dans l'espoir d'impressionner les juges et décrocher leur billet pour le Poudlard Express.

6

09:45 Ça peut vous arriver
11:30 Ça peut vous arriver chez vous
12:40 Météo
12:45 Le 12.45
13:35 Scènes de ménages
13:40 Un jour, un doc
17:25 La roue de la fortune
18:30 La meilleure boulangerie de France
19:45 Le 19.45
20:40 Scènes de ménages
21:10 La France a un incroyable talent

23:15 La France a un incroyable talent, ça continue



Juju Fitcats débrie la seconde session des quarts de finale, à laquelle le chanteur Claudio Capéo a participé. Au programme : une immersion totale dans les coulisses, les réactions à chaud des candidats, des confidences inédites, les interviews exclusives du jury et de l'invité de la semaine, des images jamais vues. Rien n'échappe à Juju et ses équipes qui reviennent sur les prestations des candidats...

CANAL+

11:55 La boîte à questions
12:00 En aparté
12:33 Clique
18:54 La boîte à questions
18:59 En aparté
19:35 Clique
20:33 En aparté
22:39 Super plan



23:21 Clique

21:10 Aimons-nous vivants



Antoine Toussaint (Gérard Darmon), légende de la chanson française au charisme inégalé, voit sa vie basculer après un AVC qui lui laisse des séquelles invisibles mais dévastatrices. L'homme qui enflammait les scènes par sa présence et sa voix ne se reconnaît plus : les projecteurs, autrefois son oxygène, deviennent une source d'angoisse insurmontable. Rongé par l'idée de n'être plus qu'une pâle ombre de lui-même, il prend une décision radicale. Sans prévenir son entourage, il monte dans un train en direction de la Suisse... Mais le destin, capricieux, en décide autrement....

PLANETE +

09:23 French Connection
11:04 La vengeance d'un roi
11:48 Les six femmes d'Henri VIII
12:52 La guerre des trônes, la véritable histoire de l'Europe
14:39 La grande guerre
16:08 Secrets de châteaux
17:45 Conquistadors : de la gloire à la décadence
19:24 American Pickers, la brocante made in USA
20:55 Stasi F.C.
23:53 Les combattants du ciel

TFX

09:20 Le destin de Lisa
11:50 Une nounou d'enfer
15:50 Petits plats en équilibre
15:55 Quatre mariages pour une lune de miel
17:45 Petits plats en équilibre
17:50 Quatre mariages pour une lune de miel
18:45 Star Academy, la quotidienne
19:45 La Bataille : La malédiction de l'île
20:50 Handball : Championnat du monde féminin
22:40 Chroniques criminelles

W9

09:00 Kaamelott
11:10 NCIS



17:40 The cerveau : qui sera le plus grand cerveau de la télé-réalité ?
18:45 Tout beau, tout n9uf
21:25 La petite histoire de France



BOISSONS 19-02 au 20-03
Vous charmerez tous
ceux que vous appro-
chez par votre bonne humeur
et votre gentillesse.

CROISÉS N° 9437

		← COUPE DE LA LIGUE						↕	
		ENSUITE →		↑		↑		SALADE DE FRUITS OU DE LÉGUMES	
				← CONTRACTÉ		BASSE CONDITION			
				TROUVERA DRÔLE		BONNE APPRÉCIATION →			
	← DEUX À QUATRE						← MAISON		
	EBAHIE ↔						MERCURE		
				← MALADIE DE LA GRATTE		HORS TAXE →		↓	
				UNON SACRÉE		MÈRE DE TOUS LES VICÉS ↔			
	← CONJONCTION			↓					
	SORT →								
			← SITUÉ				← GRECQUE TOURNÉE		
			SALVE ↓				NOTE		↑
↑	VISIONS					← SAC EN PEAU DE BOUC		↓	ENNUIER
↓	ENLEVÉS					PAS DU TOUT			RÉFUTÉS
		↑							↓
		← APPRIS			← DEUX ROMAIN				
		PRONOM			A POIL				
	↑				↓				
	REMOUS						↕	BIEN VENUES	
	TÊTE →							FIN DE GROUPE	
	SAISON							↓	
	↕			MODÈLE DE TAILLE FINE POUR CES DAMES ! →					
	DÉMONSTRATIF	↕							
	NATTES →								

CROISÉS N° 9437

A. Fauteuil bas sans accoudoirs.
B. Attribut d'Apollon.
 Nécessaire si nécessaire.
C. Soulane. Par conséquent.
D. Le vieux bison noir. L'erra homme des demain. Tour.
E. Comme ci-dessus.
 Mis en examen.
F. Dans le générique. A jamais.
 Avec ça, on peut dire qu'on s'envoie en l'air dans le plus simple appareil !
G. Recherche.
 Symbole de réflexion.
H. Une certaine Europe.
 Trouble pas courant. Pronom.
I. Des mots, rien que des mots !
J. A l'air comme il faut.

E	T	T	A	N	O	S	S	I	R	E	H	C	A	F
T	O	U	R	N	E	E	T	I	R	O	N	O	S	
N	L	N	G	R	O	N	D	E	R	T	K	U	O	S
E	L	C	O	S	A	D	I	E	U	E	R	U	G	M
V	I	E	E	I	V	N	E	E	M	M	R	E	E	E
M	D	G	R	V	T	S	G	M	I	C	R	R	D	T
I	O	A	G	A	I	A	O	E	E	B	C	N	E	I
D	G	R	A	T	N	H	C	E	O	E	A	N	N	L
I	F	R	N	R	L	I	T	I	R	R	T	T	E	I
E	E	A	O	I	F	T	S	I	F	A	R	T	I	B
P	H	B	T	I	E	E	E	F	C	I	E	E	R	I
E	C	N	R	S	E	L	O	U	G	R	T	C	A	S
E	E	C	S	S	O	N	L	U	O	O	U	R	T	I
G	A	O	O	C	D	E	E	F	V	O	O	A	O	V
S	F	R	E	L	L	I	U	O	B	A	R	C	E	F

1 E	2 P	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26

3	2	2	3	4	7	5	7	9	8
2	3	4	5	7	4	1	8	5	
2	7	1	4	4	1		11		12
1	8	5	1	1		10	1	11	3
14		9			5	3	10	9	5
	8	7	11	6		13	1	14	1
11	15	4		4	15	7	8	1	4
7	14	1	6		5	1	5	3	
6	6		3	15		4		8	10
6		11	15	8	1	6		10	3
1	2	3	16	1	6		16	1	4
4		8	3		6	6		6	1
5	3		12	15	1	2	1		6
1	14	14	1	6		9	2	1	6
4	1	3		1	6	5	7	17	3

SUDOKU N°9436

D	J	U	R	D	J	U	R	A	A
I		N		E	T		A	I	
F	U	I	R			I	V	G	
F	M		E	A	U		I	R	
E		L	I	V	R	E		E	
R	E		N	A	N	T	I	S	
E	P	I		N	E	E	S		
M	U	L	E	T	S		S	U	
M	I		N	A		R	U	S	
E	S	T		G	R	I	S	E	
N	E	I	G	E		E		E	
T		C	A	S	I	N	O	S	

B	I	Z	A	R	R	E	S		D
I	N	O	U	I	E		A	C	E
E	C	O	T	S		A	V	A	L
N		L	E		G	R	E	V	E
F	L	O	U	S	E		N	E	S
A	I	G	R	E	L	E	T		T
I	C	I		S	U	R		O	E
T	H	E	S		L	I	P	P	E
	E		E	L	E	G	I	E	S
A	N	A	L	Y	S	E	E	S	

9	2	7	5	1	6	8	4	3
8	6	5	7	4	3	9	2	1
3	4	1	8	2	9	7	5	6
2	1	8	6	9	4	5	3	7
5	7	4	2	3	8	1	6	9
6	9	3	1	7	5	4	8	2
4	3	6	9	8	1	2	7	5
7	8	9	3	5	2	6	1	4
1	5	2	4	6	7	3	9	8

FOUILLIS N° 9436:
FUMEE (Fût - Mets

CODÉS N° 9436					
1 M	2 I	3 G	4 E	5 S	6 T
7 R	8 N	9 P	10 O	11 U	12 C
13 A	14 L	15 V	16 D	17 X	18
19	20	21	22	23	24



10 ERRORS



Bangladesh: l'ex-1ère ministre et sa nièce, parlementaire britannique, condamnées pour corruption



La justice du Bangladesh a condamné lundi l'ex-Première ministre Sheikh Hasina à une nouvelle peine de cinq ans de prison dans une affaire de corruption à tiroirs, et infligé à sa nièce Tulip Siddiq, parlementaire britannique, deux ans de prison dans le même dossier.

Le tribunal de la capitale Dacca a également condamné la soeur de Mme Hasina, Sheikh Renaha, jugée en son absence, à sept ans d'emprisonnement et quatorze autres fonctionnaires bangladais à cinq ans.

Toutes ces personnes ont été reconnues coupables d'avoir participé à une juteuse fraude foncière qui leur a permis d'acquérir illégalement des terrains en banlieue de la plus grande ville du pays.

Dans une déclaration transmise à l'AFP par une agence de communication britannique, Mme Hasina a rejeté la décision rendue lundi par le tribunal.

«La corruption est présente dans tous les pays. Mais elle doit faire l'objet d'investigations qui ne sont pas elles-mêmes corrompues», a-t-elle argué, dénonçant une enquête «contrôlée par un gouvernement non-élu mené par les adversaires politiques» de son parti.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

Le Niger met son uranium sur le marché international



Le régime militaire du Niger a annoncé dimanche soir mettre sur le marché international l'uranium produit par la Somaïr, filiale du géant français Orano qui en a perdu le contrôle opérationnel et nationalisée par Niamey en juin.

L'exploitation de l'uranium au Niger est au centre d'un bras de fer entre la junte, au pouvoir depuis un coup d'Etat

perpétré en juillet 2023, et le groupe Orano: un dossier qui illustre les tensions entre l'expansion coloniale française et les militaires nigériens.

Ces derniers ne cachent pas leur volonté de se tourner vers de nouveaux partenaires, comme l'Iran ou la Russie, quand Moscou a déclaré en juillet sa volonté d'exploiter l'uranium nigérien.

Orano avait acté en décembre 2024 la perte du contrôle opérationnel de ses trois filiales minières au Niger: la mine de la Somaïr, celle de Cominak (fermée depuis 2021) et le gisement d'Imouraren.

Ce dernier site est l'un des plus importants gisements d'uranium au monde, avec des réserves estimées à 200.000 tonnes

Inondations en Asie: le bilan dépasse les 1.000 morts



Le bilan des récentes inondations qui ont frappé l'Indonésie, la Thaïlande, la Malaisie et le Sri Lanka est passé à plus de 1.000 morts, dont 502 dans l'île indonésienne de Sumatra. Un précédent bilan a fait état d'au moins 940 morts.

Les autorités de ces pays asiatiques s'activaient pour dégager les routes et les débris et tenter de retrouver des personnes portées disparues après des pluies diluviennes, des crues subites et des glissements de terrain.

En Asie du Sud-Est, l'Indonésie, pays de loin le plus touché, déplore au moins 502 morts, tandis que plus de 500 personnes sont toujours portées disparues, selon un dernier bilan de l'agence de gestion des catastrophes.

Des responsables de l'armée britannique accusés d'avoir couvert des crimes de guerre en Afghanistan



Un ancien haut gradé des forces spéciales britanniques accuse deux ex-responsables de cette unité d'élite d'avoir tenté d'étouffer de possibles crimes de guerre en Afghanistan entre 2010 et 2013, selon son témoignage auprès d'une commission d'enquête indépendante publié lundi.

Cette enquête, ouverte en 2023, se penche sur des accusations visant les forces spéciales qui concernent notamment le meurtre de femmes et d'enfants.

Elles sont également soupçonnées d'avoir exécuté des hommes «en âge de combattre» mais qui ne représentaient aucune menace.

Lundi, des résumés d'audiences, qui se sont déroulées à huis clos, ont été rendus publics. Parmi eux, le témoignage d'un officier supérieur connu sous le nom de code N1466.

Cet officier, qui figurait parmi les plus hauts responsables des forces spéciales, a affirmé avoir transmis ce qu'il qualifie de preuves «explosives» suggérant un «comportement criminel» au directeur des forces spéciales de l'époque, en 2011.

Son témoignage revêt une importance toute particulière car il s'agit de l'officier le plus haut placé à affirmer que des preuves de crimes de guerre ont été sciemment dissimulées.

Au large de la Mauritanie, 141 migrants dans un bateau à la dérive secourus

Cent quarante et une personnes migrantes, originaires de plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest et dont l'embarcation clandestine dérivait, ont été secourues dimanche au large des côtes mauritaniennes, selon des sources officielles.

«Il s'agit de 141 candidats à l'immigration clandestine, dont 88 Sénégalais, 44 Gambiens (dont 17 femmes et deux enfants), quatre Guinéens et deux Maliens», a précisé le ministère mauritanien de la Pêche dans un communiqué.

Le sauvetage a eu lieu au large de la ville côtière de Nouadhibou (ouest de la Mauritanie).

La Mauritanie, pays majoritairement désertique d'Afrique de l'Ouest bordé par plus de 700 km de côtes sur l'Atlantique, est devenue ces dernières années un point de départ pour de nombreux migrants venus de pays du continent et qui tentent de rejoindre l'Europe par la mer au péril de leur vie, à la recherche d'un avenir meilleur.



EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

LE SMIG ET L'ESPRIT PATRIOTIQUE

Au moment où la majorité des Etats peinent à faire face au désarroi de leurs populations, l'importante mesure prise dimanche par le président Tebboune par des augmentations substantielles des salaires des travailleurs est une évidente démarcation heureuse. Le chef de l'Etat ne s'est pas arrêté à l'amélioration conséquente du Smig. Il s'est aussi enquis d'autres mesures d'aides sociales et a porté un intérêt particulier pour les retraités.

L'année 2026 va donc s'accompagner d'une heureuse bouffée d'oxygène pour une large catégorie d'Algériens. Certains économistes retors y verront une hardiesse financière en contradiction avec la mondiale lignée économique douloureuse qu'aucun pays n'arrive à supporter et qui force de nombreux Etats

à rançonner leurs propres populations.

Il est convenu que les fins de mois sont difficiles partout et que la crise économique mondiale perdurant n'est pas loin de provoquer des désastres. De nombreux pays ne se cachent plus pour se déclarer en faillite et leurs énormes écorchures sociales se sont élargies pour que la note salée soit assumée par leurs populations. Le rendu est de leur seule prérogative, contraintes de respecter la démoniaque philosophie des sociétés de consommation. La maxime du «marché ou crève» est une donnée fondamentale dans le monde occidental pour que les

suicides ne soient plus des recettes rares.

L'Algérie n'a pas échappé à l'obligation de s'adapter aux profondes turbulences qu'elle provoque. Elle s'y est appliquée non sans douleur, mais elle l'a fait avec un retour à la culture de la rigueur, en restant cependant fidèle à son impérative politique sociale. Les grands axes de cette politique ont demeuré sacralisés avec en sus la prise en charge des citoyens démunis. L'habitat aidé s'est poursuivi et tous les autres projets d'investissement maintenus.

Avec les différentes augmentations financières décidées dimanche, l'Etat algérien a tenu parole. Les décisions prises ne sont peut-être pas une faveur. Mais elles seraient surtout, par le temps qui court, un stimulant pour renforcer l'esprit patriotique qui mériterait d'être encore plus fort.